

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

# REPUBLIQUE ISLAMIQUE

# DE MAURITANIE



**BIMENSUEL**

Paraissant les 15 et 30  
de chaque mois

**30 Août 2020**

**62<sup>ème</sup> année**

**N° 1468**

## SOMMAIRE

### I- LOIS & ORDONNANCES

<b>06 août 2020</b>	<b>Loi n° 2020-017</b> relative à la prévention et la répression de la traite des personnes et la protection des victimes.....	<b>600</b>
<b>06 août 2020</b>	<b>Loi n° 2020-018</b> modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2010-021 du 15 février 2010 relative à la lutte contre le trafic illicite des migrants.....	<b>617</b>

### II- DECRETS, ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

##### Actes Réglementaires

<b>20 juillet 2020</b>	<b>Décret n°139-2020</b> relatif à l'organisation de l'Etat – Major Particulier du Président de la République.....	<b>624</b>
------------------------	--	------------

<b>21 juillet 2020</b>	<b>Décret n° 140-2020</b> portant création et nomination des membres de la Commission Nationale pour la Réforme du Secteur de la Communication.....	<b>626</b>
<b>04 août 2020</b>	<b>Décret n°145-2020</b> portant la ratification de la convention de crédit relative au financement du Programme d'appui au secteur des Micro, Petits et Moyens Projets, signée le 02 février 2020 à Abu Dhabi, entre la République Islamique de Mauritanie et les Emirats Arabes Unis, représentés par le Fonds Khalifa pour le Développement des Entreprises.....	<b>627</b>
<b>04 août 2020</b>	<b>Décret n° 146-2020</b> portant la ratification de la convention de crédit, relative au financement du projet de Développement des Oasis, signée le 05 mars 2020 au Koweït, entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES).....	<b>627</b>
<b>04 août 2020</b>	<b>Décret n° 147-2020</b> portant la ratification de la convention de crédit, signée le 05 mars 2020 au Koweït entre la République Islamique de Mauritanie et le Fond Koweïtien de Développement Economique Arabe (FKDEA), destinée au financement du projet de Construction de la Route Nema – N'beikit Lehwache.....	<b>627</b>
<b>04 août 2020</b>	<b>Décret n° 148-2020</b> portant la ratification de la convention de cadre (vente à tempérament), signée le 18 décembre 2019 à Djeddah entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement (BID), destinée à la participation au financement du projet d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (rendre effective la chaine des valeurs au profit des petits agriculteurs).....	<b>627</b>
<b>04 août 2020</b>	<b>Décret n° 149-2020</b> portant la ratification de la convention de crédit, signée le 18 décembre 2019 à Djeddah entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement (BID), destinée à la participation au financement du projet d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (rendre effective la chaine des valeurs au profit des petits agriculteurs).....	<b>628</b>
<b>04 août 2020</b>	<b>Décret n° 150-2020</b> portant la ratification de la convention de crédit, relative à la participation au financement du projet de la route Tidjikja-Kiffa-Selibaby-Frontière du Mali, signée le 05 mars 2020 au Koweït, entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES).....	<b>628</b>
<b>06 août 2020</b>	<b>Décret n° 151-2020</b> portant création d'un comité interministériel chargé de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de football U-20, Mauritanie 2021.....	<b>628</b>
<b>Actes Divers</b>		
<b>26 juin 2020</b>	<b>Décret n° 108-2020</b> portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « <b>ISTIHAQAQ EL WATANI L'MAURITANI</b> ».....	<b>630</b>

	<b>Décret n° 111-2020</b> portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « <b>ISTIHQAQ EL WATANI L'MAURITANI</b> ».....	<b>631</b>
<b>08 juillet 2020</b>	<b>Décret n°118-2020</b> portant nomination d'un membre du Haut Conseil de la FATWA et des Recours Gracieux.....	<b>631</b>
<b>09 juillet 2020</b>	<b>Décret n° 122-2020</b> portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « <b>ISTIHQAQ EL WATANI L'MAURITANI</b> ».....	<b>630</b>
<b>15 juillet 2020</b>	<b>Décret n° 127-2020</b> portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « <b>ISTIHQAQ EL WATANI L'MAURITANI</b> ».....	<b>631</b>
<b>15 juillet 2020</b>	<b>Décret n° 128-2020</b> portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « <b>ISTIHQAQ EL WATANI L'MAURITANI</b> ».....	<b>631</b>
<b>21 juillet 2020</b>	<b>Décret n°2020-095</b> portant nomination du Secrétaire Général de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion ( <b>TAAZOUR</b> ).....	<b>631</b>
<b>06 août 2020</b>	<b>Décret n° 153-2020</b> portant nomination du Premier Ministre.....	<b>631</b>

### **Premier Ministère**

#### **Actes Réglementaires**

<b>14 janvier 2020</b>	<b>Arrêté n° 00022</b> abrogeant et remplaçant l'arrêté n°474 du 07 juin 2016 portant création d'un comité interministériel chargé du pilotage de la réforme foncière.....	<b>631</b>
<b>17 janvier 2020</b>	<b>Arrêté n° 00029</b> fixant le seuil de compétence de la structure de passation des marchés publics pour le Port de Tanit.....	<b>632</b>
<b>04 février 2020</b>	<b>Arrêté n°00061</b> fixant le seuil de compétence des structures de passation des marchés publics dans le domaine de l'Hydraulique et de l'Assainissement.....	<b>633</b>

### **Ministère des Finances**

#### **Actes Réglementaires**

<b>03 janvier 2020</b>	<b>Arrêté n°0004</b> portant délégation de signature.....	<b>633</b>
<b>22 janvier 2020</b>	<b>Arrêté n° 0039</b> portant modalités d'application du paragraphe 2 de l'article 243 du Code Général des Impôts relatif aux conditions de délivrance de l'attestation d'assujettissement à la <b>TVA</b> .....	<b>633</b>

#### **Actes Divers**

<b>08 juillet 2020</b>	<b>Arrêté n°00482</b> portant concession définitive de terrains agricoles dans la Wilaya du Brakna au profit de la société <b>EL ETIHAD AGRICOLE SARL</b> .....	<b>634</b>
------------------------	---	------------

## **III- TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

## **IV- ANNONCES**

## I- LOIS & ORDONNANCES

### Loi n° 2020-017 relative à la prévention et la répression de la traite des personnes et la protection des victimes

L'Assemblée Nationale a adopté ;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

#### Chapitre premier : Dispositions générales

##### Article premier : objet

La présente loi vise à prévenir et à lutter contre toutes formes de traite auxquelles pourraient être exposées les personnes, notamment, les femmes et les enfants, en réprimer les auteurs et protéger et assister les victimes.

Elle vise également à promouvoir la coordination nationale et la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes dans le cadre des conventions internationales, ratifiées par la République Islamique de Mauritanie.

##### Article 2 : définitions

On entend, au sens de la présente loi, par les termes suivants :

**1. Traite des personnes :**Le recrutement, le transport, le transfert, le détournement, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par le recours ou la menace de recours à la force ou aux armes ou à toutes autres formes de contrainte, d'enlèvement, de fraude, de tromperie, d'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité ou par l'offre ou l'acceptation de sommes d'argent ou avantages ou dons ou promesses de dons, avantages ou argent, afin d'obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation, quelle qu'en soit la forme, que cette exploitation soit commise par l'auteur de ces faits ou en vue de

mettre cette personne à la disposition d'un tiers.

La traite des personnes comprend l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou la mendicité forcée, le prélèvement total ou partiel d'organes, ou toutes autres formes d'exploitation.

**2. Traite des enfants :**Le recrutement, le transport, le transfert, le détournement, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant aux fins d'exploitation sont considérés comme une « *traite des personnes* » même s'ils ne font appel à aucun des moyens énoncés au premier alinéa du présent article.

**3. Situation de vulnérabilité :**Toute situation dans laquelle une personne est obligée de se soumettre à l'exploitation en raison de sa situation de faiblesse, notamment du fait de sa situation irrégulière sur le territoire, d'état de grossesse, d'un état de maladie grave ou de dépendance, ou de carence mentale ou physique qui empêche la personne concernée de résister à l'auteur des faits.

**4. Travail ou service forcé :**Tout travail ou service imposé à une personne sous la menace d'une sanction quelconque et que ladite personne n'a pas accepté de l'accomplir volontairement.

**5. Esclavage:** Toute situation dans laquelle s'exercent sur une personne tout ou partie des attributs du droit de propriété, tel que défini par la loi n° 2015-031 du 10 septembre 2015 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes.

**6. Pratiques analogues à l'esclavage :** Elles englobent, notamment les cas suivants :

- La servitude pour dette : la situation dans laquelle un débiteur est obligé d'accomplir un travail ou

des services par lui-même ou par un de ses préposés en garantie de sa dette, si la contrepartie de ce travail ou de ces services n'est pas affectée à la liquidation de la dette ou si la nature ou la durée de ce travail ou service n'est pas limitée ou si sa nature n'est pas déterminée ;

- Le servage : la situation dans laquelle une personne est obligée en vertu d'un accord, de vivre et de travailler sur un domaine appartenant à une autre personne, que ce travail ou ce service soit rémunéré ou non et à condition que cette personne n'ait pas la liberté de changer sa situation ;
- La gestation pour autrui ;
- Utilisation de l'enfant dans des activités criminelles ou dans un conflit armé ;
- Kefalla de l'enfant aux fins d'exploitation, quelle que soit la forme ;
- Exploitation économique ou sexuelle des personnes dans le cadre de leur emploi.

**7. Servitude :** La situation dans laquelle une personne est obligée d'accomplir un travail ou de fournir des services suivant des conditions auxquelles cette personne ne peut ni échapper ni changer.

**8. Exploitation sexuelle :** L'obtention d'avantages de quelque nature que ce soit en livrant une personne à la prostitution ou tout autre type de services sexuels notamment, son exploitation dans des scènes pornographiques, à travers la production ou la détention ou la distribution, par un moyen quelconque, de scènes ou matériels pornographiques.

**9. Enfant :** Le terme « enfant » désigne toute personne âgée de moins de 18 ans.

**10. Intérêt supérieur de l'enfant :** Droit, principe et norme de procédure basés sur une évaluation de tous les éléments de

l'intérêt d'un enfant dans une situation spécifique. Le but de l'intérêt supérieur de l'enfant est de garantir la pleine jouissance de tous les droits reconnus par la Convention relative aux droits de l'enfant et le développement holistique de l'enfant.

**11. Groupe criminel organisé :** Un groupe structuré composé de trois personnes ou plus, formé pour n'importe quelle durée et opérant de concert, dans le but de commettre l'une des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi, pour en tirer directement ou indirectement des avantages financiers ou matériels.

**12. Entente :** Tout complot, formé pour n'importe quelle durée, et quel que soit le nombre de ses membres, dans le but de commettre l'une des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi, sans qu'il soit nécessaire l'existence d'organisation structurelle ou répartition déterminée de leurs rôles ou de continuité de leur appartenance à ce complot.

**13. Criminalité transnationale :** Une infraction est de nature transnationale dans les cas suivants :

- si elle est commise sur le territoire national ou dans un ou plusieurs Etats étrangers ;
- si elle est commise sur le territoire national et que la préparation, la planification, la conduite ou la supervision est accomplie à partir d'un ou plusieurs Etats étrangers ;
- si elle est commise dans un Etat étranger et que la préparation, la planification, la conduite ou la supervision est accomplie à partir du territoire national ;
- si elle est commise sur le territoire national par un groupe criminel organisé exerçant des activités criminelles dans un ou plusieurs Etats ;
- si elle est commise sur le territoire national et produit des effets dans un Etat étranger, ou qu'elle est

commise dans un Etat étranger et produit des effets sur le territoire national.

**14. Crime organisé :** Une infraction commise par un groupe criminel organisé.

**15. La victime :** Toute personne physique ayant personnellement souffert du dommage causé, directement, par l'une des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi.

**Article 3 : domaine d'application**

La présente loi s'applique aux infractions relatives à la traite des personnes, commises sur le territoire national, ainsi qu'auxdites infractions commises hors du territoire national dans la limite des règles de compétence des tribunaux mauritaniens prévues par la présente loi.

**Article 4 : consentement de la victime**

Le consentement de la victime ne compte pas pour l'appréciation de la consommation de l'infraction de traite des personnes si elle est commise par l'utilisation de l'un des moyens énumérés à l'alinéa 1 de l'article 2 de la présente loi.

L'utilisation de ces moyens n'est pas requise pour la constitution de ladite infraction si la victime est un enfant ou une personne incapable ou souffrant d'une infirmité mentale.

Le consentement de la victime ne peut être considéré comme une circonstance atténuant les peines prévues par la présente loi.

**Article 5 : absolution**

N'est pas punissable toute personne qui a commis une infraction liée d'une manière directe à l'une des infractions de traite des personnes dont elle était victime.

**Article 6 : prescription de l'action publique**

L'action publique relative aux infractions de traite des personnes prévues par la présente loi se prescrit par quinze (15) ans révolus si elle résulte d'un crime, et par cinq (5) ans révolus si elle résulte d'un délit, et ce, à compter du jour où l'infraction a été découverte si, dans cet

intervalle, il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite.

Le même délai de prescription extinctive, mentionné dans l'alinéa précédent, s'applique aux infractions relatives à la traite des personnes commises contre les enfants, et ce, à compter de leur majorité.

L'infraction de traite des personnes dont les faits sont susceptibles de recevoir une qualification d'infraction d'esclavage sont imprescriptibles.

**Chapitre II : De la répression de la traite des personnes**  
**Section première : Des personnes punissables**

**Article 7 : sanctions**

Est puni de dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de cinq cent mille (500.000) ouguiyas, quiconque commet l'une des infractions relatives à la traite des personnes prévues par l'alinéa premier de l'article 2 de la présente loi.

Est puni de dix (10) à vingt (20) ans d'emprisonnement et d'une amende de deux cent cinquante mille (250.000) ouguiyas à cinq cent mille (500.000) ouguiyas, quiconque commet l'une des infractions relatives à la traite des personnes dont les faits sont susceptibles de recevoir une qualification d'infraction d'esclavage conformément à la loi n° 2015-031 du 10 septembre 2015 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes.

**Article 8 : incitation à la traite**

Est puni de la moitié des peines encourues pour les infractions de traite des personnes visées par la présente loi ou celles qui lui sont connexes, quiconque, incite publiquement par tout moyen, à les commettre.

**Article 9 : participation**

Est puni de sept (7) ans d'emprisonnement et d'une amende de trois cent mille (300.000) ouguiyas, quiconque adhère ou participe, à l'intérieur ou à l'extérieur du



territoire de la République, à quelque titre que ce soit, à un groupe criminel organisé ou à une entente dans le but de préparer, arranger ou commettre l'une des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi.

La peine encourue est de quinze (15) ans d'emprisonnement et d'une amende d'un million (1.000.000) d'ouguiyas pour les personnes qui ont formé ou dirigé les groupes criminels organisés ou les ententes précitées.

#### **Article 10 : complicité**

Est puni de dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de cinq cent mille (500.000) ouguiyas quiconque commet, intentionnellement, l'un des actes suivants:

1. procurer un lieu de réunion aux membres d'un groupe criminel organisé, ou d'une entente ou à des personnes en rapport avec les infractions de traite des personnes prévues par la présente loi, les loger, les cacher, favoriser leur fuite, leur procurer refuge, assurer leur impunité, ou bénéficier du produit de leurs méfaits ;

2. procurer, par tout moyen, des fonds, des armes, des matières, des matériels, des moyens de transport, des équipements, de la provision ou des services au profit d'un groupe criminel organisé ou d'une entente ou au profit des personnes en rapport avec les infractions de traite des personnes prévues par la présente loi ;

3. renseigner, arranger, faciliter, aider, servir d'intermédiaire ou organiser par tout moyen, même gratuitement, l'entrée ou la sortie d'une personne du territoire mauritanien, légalement ou irrégulièrement, que ce soit par terre, mer ou air, à partir des points de passage ou autres, en vue de commettre l'une des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi ;

4. mettre des compétences ou des experts au service d'un groupe criminel organisé, ou d'une entente ou des personnes en rapport avec des infractions

de traite des personnes prévues par la présente loi ;

5. divulguer, fournir ou publier, directement ou indirectement, des informations au profit d'un groupe criminel organisé ou d'une entente ou des personnes en rapport avec les infractions de traite des personnes prévues par la présente loi en vue de les aider à commettre lesdites infractions, les dissimuler, en tirer profit ou assurer l'impunité de ses auteurs ;

6. fabriquer ou falsifier des documents d'identité, de voyage, de séjour ou autres permis ou certificats au profit d'un groupe criminel organisé, ou d'une entente ou au profit des personnes en rapport avec les infractions de traite des personnes prévues par la présente loi.

#### **Article 11 : non-signalement**

Est puni d'un (1) an d'emprisonnement et d'une amende de cinquante mille (50.000)ouguiyas quiconque, s'abstient, sciemment, de signaler aux autorités compétentes, sans délai et dans la limite des actes dont il a eu connaissance, les faits, les informations, ou les renseignements concernant la commission de l'une des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi.

Est coupable de l'infraction de non signalement, quiconque, tenu au secret professionnel et s'abstient à accomplir le devoir de signalement prévu par l'alinéa précédent si la victime est un enfant ou une personne incapable ou souffrant d'une infirmité mentale, ou qui s'abstient de signaler les faits, les informations, ou les renseignements, dont il a eu connaissance, relatifs à l'éventuelle commission de l'une des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi.

Le tribunal peut exempter de la peine prévue par l'alinéa premier l'époux du condamné ou l'un de ses ascendants ou descendants ou ses frères et sœurs.

Aucune action en dommage ou en responsabilité pénale ne peut être engagée

contre celui qui a accompli, de bonne foi, le devoir de signalement.

#### **Article 12 : corruption**

La corruption en vue de commettre les infractions visées à la présente loi est punie conformément aux dispositions de la loi n° 2016-014 du 15 avril 2016 relative à la lutte contre la corruption.

#### **Article 13 : de la tentative**

Toute tentative des infractions prévues par la présente loi, manifestée par un commencement d'exécution et suspendue ou n'ayant manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme l'infraction elle-même.

#### **Article 14 : entrave au bon fonctionnement de la justice**

Est coupable de l'infraction d'entrave au bon fonctionnement de la justice, quiconque qui :

- recourt à la force ou à la menace ou offre ou promet d'accorder des dons, présents ou avantages de quelque nature que ce soit, afin d'inciter une personne à apporter un faux témoignage ou dissimuler la vérité, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, et ce, dans les différentes étapes de l'action publique relative aux infractions de traite des personnes ;
- recourt à la force ou à la menace ou offre ou promet d'accorder des dons, présents ou avantages de quelque nature que ce soit, afin de ne pas découvrir les victimes de la traite des personnes ou de les inciter à ne pas porter plainte ou à se rétracter ;
- se livre à un acte de violence à l'encontre d'une personne, ses biens, les membres de sa famille ou leurs biens, aux fins de vengeance, suite à la présentation d'un témoignage ou d'une preuve dans un procès pénal relatif aux infractions de traite des personnes ;

- prend connaissance, en raison de sa fonction, des informations relatives à des poursuites pénales afférentes aux infractions de traite des personnes et les divulgue, sciemment, à des personnes suspectées d'être impliquées dans ces infractions, afin d'entraver le cours des enquêtes ou d'empêcher la découverte de la vérité ou d'échapper aux poursuites et aux peines, sans préjudice des droits de la défense.

L'auteur de l'infraction d'entrave au bon fonctionnement de la justice, tel que prévu par l'alinéa 1 du présent article, est passible des mêmes peines prévues pour l'infraction poursuivie sans, toutefois, que cette peine ne soit supérieure à vingt (20) ans d'emprisonnement. Dans les autres cas, la peine encourue est de cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de deux cent mille (200.000) ouguiyas.

Cette disposition est sans préjudice de l'application des peines plus graves, le cas échéant.

#### **Article 15 : confiscation**

Le tribunal ordonne la confiscation des moyens ayant servi à commettre les infractions prévues par la présente loi et les fonds résultant directement ou indirectement de l'infraction, même transférés à d'autres patrimoines, qu'ils demeurent en l'état ou convertis en d'autres biens.

Si la saisie effective n'a pas été rendue possible, une amende valant confiscation est prononcée, sans qu'elle puisse être inférieure en tous les cas à la valeur des biens sur lesquels aurait porté la confiscation.

Le tribunal peut ordonner la confiscation de tout ou partie des biens meubles ou immeubles et avoirs financiers du condamné, s'il est établi que l'objectif de leur utilisation est le financement de personnes, organisations ou activités en rapport avec les infractions prévues par la présente loi.



Les jugements prononçant la confiscation des avoirs en application de la présente loi ne peuvent, en aucun cas, porter atteinte aux droits des tiers acquis de bonne foi.

#### **Article 16 : interdictions**

Le tribunal peut ordonner l'interdiction pour le condamné d'exercer les fonctions ou les activités professionnelles en vertu desquelles il a profité des facilités octroyées pour commettre l'une des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi.

Le tribunal doit prononcer des peines de surveillance administrative ou l'interdiction de séjour dans des lieux déterminés pour une période qui ne peut être inférieure à trois (3) ans et supérieure à dix (10) ans, à moins qu'il n'ordonne de dégrader cette peine au-dessous du minimum légal.

Cette disposition est sans préjudice de l'application de toutes ou parties des peines complémentaires prévues par la loi.

#### **Article 17 : ressortissant étranger condamné**

Le tribunal décide, dans le même jugement, l'expulsion du territoire mauritanien du ressortissant étranger condamné pour des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi après avoir purgé sa peine.

Il est interdit au ressortissant étranger, condamné, conformément, à la présente loi, d'entrer en Mauritanie pendant dix ans (10) s'il est condamné pour délit, et à vie s'il est condamné pour crime.

Tout condamné qui enfreint cette interdiction est puni d'un (1) à cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100.000) ouguiyas.

La tentative d'enfreindre cette interdiction est passible de la même sanction.

Ces dispositions ne s'appliquent pas au ressortissant étranger ayant un époux ou des enfants de nationalité mauritanienne, âgés de moins de 18 ans.

#### **Article 18 : poursuite de la personne morale**

La personne morale est poursuivie, s'il est établi que la commission des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi représente la véritable raison de sa création ou qu'elles ont été commises pour son compte ou qu'elle en a obtenu des avantages ou des revenus, ou s'il est établi qu'elle fournit un soutien, quelle qu'en soit la forme, à des personnes, à des organisations ou à des activités liées aux infractions de traite des personnes prévues par la présente loi.

La personne morale est punie d'une amende égale à la valeur des biens obtenus à partir des infractions de traite des personnes.

Le montant de l'amende ne peut dans tous les cas être inférieur à cinq fois le montant de l'amende exigible pour les personnes physiques.

Le tribunal peut également prononcer l'interdiction à la personne morale d'exercer son activité pour une période maximale de cinq (5) ans ou prononcer sa dissolution.

Sans préjudice de la poursuite des personnes morales, les peines prévues par la présente loi sont applicables à ses représentants, ses dirigeants, ses associées, ou ses agents, si leur responsabilité personnelle pour ces infractions a été établie.

#### **Section II : De l'exemption et atténuation des peines**

#### **Article 19 : renseignements dévoilant l'infraction**

Est exempté des peines encourues, celui qui appartient à un groupe criminel organisé ou une entente dont l'objectif est de commettre l'une des infractions prévues par la présente loi ou celles qui lui sont connexes, et qui prend l'initiative de communiquer aux autorités compétentes, avant qu'elles ne s'en rendent compte

d'elles-mêmes, des renseignements ou des informations, permettant de dévoiler l'infraction, d'en éviter l'exécution, ou d'identifier les auteurs de l'infraction ou les victimes.

Le tribunal doit le placer sous surveillance administrative ou lui interdire le séjour dans des lieux déterminés pour une période n'excédant pas cinq (5) ans. Si la personne est étrangère, une interdiction de territoire pour une durée n'excédant pas cinq (5) ans peut lui être appliquée.

### **Article20 : contribution à l'enquête**

Est puni d'une peine ne dépassant pas le tiers des peines prévues principalement pour l'infraction de traite des personnes ou l'infraction qui lui est connexe, celui qui appartient à un groupe criminel organisé ou à une entente, si les renseignements et les informations qu'il a communiqués aux autorités compétentes, à l'occasion de l'enquête préliminaire, des poursuites ou de l'instruction, ont permis de mettre fin à des infractions de traite des personnes ou à des infractions qui y sont connexes, ou d'identifier tout ou partie de ses auteurs ou de les arrêter.

### **Section III : De l'aggravation des peines**

#### **Article21 : causes d'aggravation**

La peine est de quinze (15) ans d'emprisonnement et d'une amende de cinq cent mille (500.000) à un million(1.000.000) d'ouguiyas, lorsque l'infraction de traite des personnes est commise :

- contre un enfant ou par son utilisation ;
- contre une femme ;
- contre une personne incapable ou souffrante d'une infirmité mentale ou par son utilisation ;
- contre un groupe de trois personnes ou plus ;
- lorsque l'auteur de l'infraction est l'époux de la victime ou l'un de ses ascendants ou descendants, ou son

tuteur, ou ayant une autorité sur elle ;

- si l'infraction est commise par celui qui abuse de sa qualité ou de l'autorité ou des facilités que lui confère sa fonction ou son activité professionnelle ;
- si l'infraction est commise par la falsification de documents d'identité ou de voyage ou de séjour ;
- si l'infraction est commise par l'utilisation de stupéfiants ou des substances psychotropes.

La peine encourue est de quinze (15) à vingt (20) ans d'emprisonnement et d'une amende de cinq cent mille (500.000) à un million (1.000.000) d'ouguiyas :

- si l'infraction de traite des personnes est commise par un groupe criminel organisé ou une entente ;
- si elle est commise par un récidiviste des infractions de traite des personnes ;
- lorsqu'il s'agit d'un crime transnational ;
- lorsqu'il résulte de l'infraction une invalidité ou une incapacité physique permanente de la victime, ou une atteinte par l'une des maladies, sexuellement, transmissibles.

La peine encourue est de vingt (20) ans d'emprisonnement et d'un million (1.000.000) à deux millions (2.000.000) d'ouguiyas d'amende lorsque la commission de l'une des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi a entraîné le suicide de la victime ou son atteinte d'une maladie mortelle aboutissant à son décès.

#### **Article22 : cumul des peines**

Si le prévenu commet plusieurs infractions distinctes, il est puni pour chacune d'elles, séparément.

Dans tous les cas, les peines ne se cumulent pas.

#### **Section IV : Des dispositions procédurales en matière pénale**

##### **Article 23 : compétence des juridictions**

Les juridictions mauritaniennes sont compétentes pour connaître des infractions de traite des personnes prévues par la présente loi et les infractions connexes commises hors du territoire de la République dans les cas suivants :

a)- si elles sont commises par un mauritanien ou si la victime est de nationalité mauritanienne,

b)- si la victime est un étranger ou un apatride dont le lieu de résidence habituelle se trouve en Mauritanie,

c)- si elles sont commises par un étranger ou un apatride qui se trouve en Mauritanie, et dont l'extradition n'a pas été demandée par les autorités étrangères compétentes avant qu'un jugement définitif ne soit rendu à son encontre par les juridictions mauritaniennes ;

d)- l'infraction est commise à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé conformément au droit mauritanien au moment où ladite infraction est commise;

e)- Les actes perpétrés en vue de la commission, sur le territoire mauritanien, d'un acte qui constitue une infraction en vertu de la présente loi.

##### **Article 24 : déclenchement de l'action publique**

Dans les cas prévus à l'article précédent de la présente loi, le déclenchement de l'action publique ne dépend pas de l'incrimination des actes objet des poursuites en vertu de la législation de l'Etat où ils sont commis.

##### **Article 25 : saisie**

Le juge d'instruction doit suivre les biens provenant, directement ou indirectement, de l'infraction, et les saisir en prévision de leur confiscation.

##### **Article 26 : interception des communications**

Dans les cas où la nécessité de l'enquête l'exige, le procureur de la République ou le juge d'instruction

peuvent recourir à l'interception des communications des prévenus, en vertu d'une décision écrite et motivée.

L'interception des communications comprend les données des flux, l'écoute, ou l'accès à leur contenu, leur reproduction, leur enregistrement à l'aide des moyens techniques appropriés et en recourant, en cas de besoin, aux techniques des télécommunications, aux opérateurs des réseaux publics de télécommunications, les réseaux d'accès, et aux fournisseurs de services de télécommunications, chacun selon le type de prestation de service qu'il fournit.

Les données des flux constituent des données qui peuvent identifier le type de service, la source de la communication, sa destination, et le réseau de transmission, l'heure, la date, le volume, la durée et la communication.

La décision du procureur de la République ou du juge d'instruction doit comporter tous les éléments permettant l'identification des communications objet de la demande d'interception, ainsi que les actes qui justifient le recours à l'interception et sa durée.

La durée de l'interception ne peut pas excéder quatre (4) mois à compter de la date de la décision.

Elle peut être renouvelée une seule fois pour la même durée par une décision motivée.

L'autorité chargée de l'exécution de l'interception est tenue d'informer le procureur de la République ou le juge d'instruction, selon le cas, par tout moyen laissant une trace écrite, des arrangements pris pour accomplir la mission ainsi que la date effective du commencement de l'opération d'interception.

La décision prévue par le présent article peut être retirée à tout moment.

##### **Article 27 : coordination de l'interception**

L'autorité chargée d'exécuter l'interception doit accomplir sa mission en

coordination avec le procureur de la République ou le juge d'instruction, selon les cas, et sous son contrôle et l'informer par tout moyen laissant une trace écrite du déroulement de l'opération d'interception, de manière à lui permettre de prendre les mesures nécessaires pour le bon déroulement de l'enquête.

Les correspondances et les rapports relatifs à l'opération d'interception sont consignés dans un dossier indépendant et spécial qui est joint au dossier principal avant qu'une décision d'ouverture d'enquête ou de clôture d'instruction ne soit prise.

#### **Article 28 : rapport descriptif des arrangements**

Au terme de ses travaux, l'organe chargé de l'exécution de l'interception établit un rapport descriptif des arrangements pris, des opérations effectuées et des résultats auxquels il est obligatoirement joint les données qui ont pu être collectées, reproduites ou enregistrées ainsi que les données permettant de les conserver, les consulter ou les déchiffrer utiles pour la manifestation de la vérité.

Si les données collectées de l'interception ne donnent pas lieu à des poursuites pénales, elles bénéficient des dispositions de protection, conformément à la législation en vigueur dans le domaine de la protection des données personnelles.

#### **Article 29 : infiltration**

Dans les cas où la nécessité de l'enquête l'exige, une infiltration peut avoir lieu par le biais d'un agent de sécurité ayant une identité d'emprunt ou par un informateur reconnu par les officiers de la police judiciaire.

L'infiltration s'effectue sur décision écrite et motivée du procureur de la République ou du juge d'instruction et sous son contrôle pour une durée maximum de quatre (4) mois, prorogable pour la même durée et par une décision motivée.

La décision prévue par le présent article peut être retirée à tout moment.

#### **Article 30 : contenu de la décision d'infiltration**

La décision émanant du procureur de la République ou du juge d'instruction comprend l'empreinte digitale, l'empreinte génétique et l'identité d'emprunt de l'infiltré.

Cette décision s'étend sur l'ensemble du territoire de la République.

Il est interdit de révéler l'identité réelle de l'infiltré, quel que soit le motif.

Toute révélation est punie de six (6) à dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de cent cinquante mille (150.000) ouguiyas.

La peine est portée à quinze (15) ans d'emprisonnement et à deux cent mille (200.000) ouguiyas d'amende lorsque la révélation entraîne à l'encontre de l'infiltré, de son époux, de ses enfants ou de ses parents, des coups ou blessures ou toutes autres formes de violence prévues par le code pénal.

Lorsque cette révélation entraîne la mort de l'infiltré ou l'une des personnes prévues par le précédent paragraphe, la peine est portée à vingt (20) ans d'emprisonnement et à trois cent mille (300.000) ouguiyas d'amende, sans préjudice de l'application des peines les plus graves relatives à l'homicide volontaire.

#### **Article 31 : responsabilité pénale de l'infiltré**

L'infiltré n'est pas, pénalement, responsable lorsqu'il accomplit, sans mauvaise foi, les actes nécessaires à l'opération d'infiltration.

#### **Article 32 : supervision de l'opération d'infiltration**

L'officier de la police judiciaire en charge doit superviser l'opération d'infiltration et soumettre des rapports à cet effet au procureur de la République ou au juge d'instruction chaque mois et lorsque la nécessité l'exige, ou si une demande lui a été faite et à l'achèvement de l'opération d'infiltration.

Seul le rapport final est consigné au dossier de l'affaire.

### **Article 33 : dépôt d'un dispositif technique**

Lorsque les nécessités de l'enquête l'exigent, le procureur de la République ou le juge d'instruction peut selon les cas, ordonner en vertu d'une décision écrite et motivée, les officiers de la police judiciaire de mettre un dispositif technique dans les affaires personnelles des prévenus et dans des lieux, locaux ou véhicules privés ou publics, afin de capter, fixer, transmettre et enregistrer, discrètement, leurs paroles et leurs photos et les localiser.

La décision du procureur de la République ou du juge d'instruction comprend, selon les cas, l'autorisation d'accéder aux lieux, locaux, véhicules privés, même en dehors des heures prévues par le code de procédure pénale, à l'insu ou sans le consentement du propriétaire du véhicule ou du bien ou de toute personne ayant droit sur le véhicule ou sur le lieu.

La décision mentionnée comprend tous les éléments permettant d'identifier les affaires personnelles, les lieux, les locaux, ou les véhicules privés ou publics concernés par la surveillance audiovisuelle, les actes la justifiant ainsi que sa durée.

La durée de la surveillance audiovisuelle ne peut excéder deux (2) mois à compter de la date de la décision prorogable une seule fois pour la même durée et par décision motivée.

### **Article 34 : divulgation des opérations d'interception**

Est puni de dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100.000) ouguiyas, quiconque divulgue, intentionnellement, l'une des informations relatives aux opérations d'interception, d'infiltration, de surveillance audiovisuelle ou des données qui y sont collectées, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des peines plus graves.

La peine sera portée au double si cet acte a été accompli par toute personne, qui de par sa profession, est dépositaire des choses obtenues en utilisant les moyens d'investigations spéciales.

### **Article 35 : menace de divulgation**

Est puni de cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de cinquante mille (50.000) ouguiyas, quiconque menace de divulguer une des choses obtenues en utilisant les moyens d'investigation spéciales en vue de mener une personne à faire ou s'abstenir de faire un acte.

La peine sera portée au double si cet acte a été accompli par toute personne, qui, de par sa profession, est dépositaire des choses obtenues en utilisant les moyens d'investigations spéciales.

### **Article 36 : interception illégale**

Est puni de cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de cinquante mille (50.000) ouguiyas quiconque, en dehors des cas autorisés par la loi, procède, intentionnellement, à l'interception des communications et des correspondances ou de la surveillance audiovisuelle sans observer les dispositions légales.

La tentative d'enfreindre cette interception illégale est punissable par la même sanction.

### **Article 37 : utilisation des preuves collectées**

Les moyens collectés à l'occasion d'une opération d'infiltration, d'interception ou de surveillance audiovisuelle ne peuvent être invoqués que dans le but d'apporter la preuve des infractions concernées par l'enquête.

Sont détruits les moyens qui n'ont pas de relation avec l'enquête et ce, dès qu'un jugement définitif de condamnation ou d'acquiescement est prononcé.

Sont détruits, dans tous les cas, tous les moyens qu'ils aient ou non une relation avec l'enquête dans le cas où un jugement définitif d'acquiescement est prononcé.



En cas où un jugement définitif de condamnation est prononcé, les moyens ayant relation avec l'enquête sont conservés aux archives du tribunal pour la durée légale.

Tous les moyens sont détruits dans le cas de la prescription de l'action publique ou dans le cas d'une décision définitive de classement sans suite.

L'opération de destruction se fait en présence d'un représentant du ministère public.

Un procès-verbal est, dans tous les cas, dressé.

### **Chapitre III : Coopération internationale en matière pénale**

#### **Article 38 : autorité centrale en matière de coopération internationale**

Le Ministère chargé de la Justice est l'autorité centrale en matière de coopération judiciaire internationale pour recevoir, gérer et transmettre les requêtes d'extradition et d'entraide judiciaire entrantes et sortantes. Il est créé, à cet effet, un Bureau de l'entraide pénale internationale placé auprès du cabinet du Ministre.

#### **Article 39 : fondement légal**

En l'absence d'accord bilatéral ou multilatéral, l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée sert de base à toute demande de coopération judiciaire internationale entre l'Etat mauritanien et tout Etat Partie à cette Convention.

#### **Article 40 : entraide judiciaire**

L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes :

- recueillir des témoignages ou des dépositions;
- signifier des actes judiciaires ;
- effectuer des perquisitions et des saisies, ainsi que des gels;
- examiner des objets et visiter des lieux ;

- fournir des informations, des pièces à conviction et des estimations d'experts;
- fournir des originaux ou des copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents, y compris des documents administratifs, bancaires, financiers ou commerciaux et des documents de société;
- identifier ou localiser des produits du crime, des biens des instruments ou d'autres choses afin de recueillir des éléments de preuve;
- faciliter la comparution volontaire de personnes dans l'Etat Partie requérant ;
- fournir tout autre type d'assistance compatible avec le droit interne de la République Islamique de Mauritanie.

#### **Article 41 : Transfert de personnes détenues aux fins d'obtention de preuves**

Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire de la Mauritanie ou d'un Etat Partie à la Convention sur la criminalité transnationale organisée ou toute autre convention applicable, ratifiée et dont la présence est requise en Mauritanie ou dans un autre Etat Partie à des fins d'identification ou de témoignage ou pour qu'elle apporte de toute autre manière son concours à l'obtention de preuves dans le cadre d'enquêtes, de poursuites ou de procédures judiciaires relatives aux infractions visées par la présente loi, peut faire l'objet d'un transfert si les conditions ci-après sont réunies:

- a) ladite personne y consent librement et en connaissance de cause;
- b) les autorités compétentes des deux Etats Parties concernés y consentent.

#### **Article 42 : extradition**

Les infractions de traite des personnes ne peuvent, en aucun cas, être considérées comme des infractions politiques ou



financières qui ne donnent pas lieu à extradition.

L'extradition ne peut être accordée s'il y a des raisons réelles à croire que la personne, objet de la demande d'extradition, risque la torture ou que cette demande a pour objet de poursuivre ou de sanctionner une personne en raison de sa race, sa couleur, son origine, sa religion, son sexe, sa nationalité, ou ses opinions politiques.

#### **Article 43 : extradier ou poursuivre**

S'il est décidé de ne pas extradier une personne qui fait l'objet d'une poursuite ou d'un procès à l'étranger pour l'une des infractions prévues par la présente loi, elle est obligatoirement poursuivie devant les juridictions mauritaniennes si elle se trouve sur le territoire mauritanien, que l'infraction ait ou non été commise sur le territoire précité, indépendamment de la nationalité du prévenu ou du fait qu'il soit apatride.

#### **Article 44 : procédures simplifiées d'extradition**

Lorsque la demande d'extradition concerne une personne ayant commis l'une des infractions prévues par la présente loi, elle est adressée directement au Procureur Général compétent de l'Etat requis avec ampliation, pour information au Ministère chargé de la Justice.

Le dossier de la demande est composé :

- soit de l'original ou de l'expédition authentique, d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré dans les formes prescrites par la loi de l'Etat requérant et portant l'indication précise du temps, du lieu et des circonstances des faits constitutifs de l'infraction et de leur qualification ;
- d'une copie certifiée conforme des dispositions légales applicables avec l'indication de la peine encourue ;
- d'un document comportant un signalement aussi précis que possible de l'individu réclamé, ainsi que tout autre renseignement de nature à déterminer son

identité, sa nationalité et l'endroit où il se trouve.

#### **Article 45 : exécution de la peine dans l'Etat de nationalité**

L'Etat de la République Islamique de Mauritanie peut demander à l'Etat du lieu de condamnation que son ressortissant condamné pour des infractions prévues à la présente loi lui soit remis afin de purger sa peine en Mauritanie.

Lorsque l'Etat de la République Islamique de Mauritanie refuse de faire droit à une demande d'extradition portant sur un de ses ressortissants condamné à l'étranger, il peut néanmoins envisager, sur demande de l'Etat requérant, de faire exécuter lui-même tout ou partie de la peine qui a été prononcée conformément à son droit interne.

#### **Article 46 : refus d'extrader**

L'Etat de la République Islamique de Mauritanie peut refuser d'extrader une personne dans les cas suivants :

- s'il a de sérieuses raisons de penser que la demande a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique ou de ses opinions politiques, ou que donner suite à cette demande, causerait un préjudice à cette personne pour l'une quelconque de ces raisons ;
- si la personne faisant l'objet de la demande d'extradition risque d'être exposée à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants au sens du droit international ;
- si l'individu dont l'extradition est demandée est de nationalité mauritanienne;
- si l'individu dont l'extradition est demandée n'a pas bénéficié ou ne bénéficierait pas des garanties minimales d'un procès équitable.

#### **Article 47 : requêtes d'entraide judiciaire**

Les demandes d'entraide judiciaire sont adressées par écrit ou, si possible, par tout

autre moyen pouvant produire un document écrit, rédigée dans la langue arabe pour les demandes reçues et dans la langue reconnue par l'Etat Partie requis, pour les demandes envoyées.

En cas d'urgence et si les Etats Parties en conviennent, les demandes peuvent être faites oralement, mais doivent être confirmées sans délai par écrit.

#### **Article 48 : contenu d'une requête d'entraide judiciaire**

Une demande d'entraide judiciaire doit contenir les renseignements suivants :

- la désignation de l'autorité dont émane la demande ;
- l'objet et la nature de l'enquête, des poursuites ou de la procédure judiciaire auxquelles se rapporte la demande, ainsi que le nom et les fonctions de l'autorité qui en est chargée ;
- un résumé des faits pertinents, y compris un exposé détaillé des faits constitutifs de l'infraction et des dispositions législatives applicables, sauf pour les demandes adressées aux fins de la signification d'actes judiciaires ;
- une description de l'assistance requise et le détail de toute procédure particulière que l'Etat Partie requérant souhaite voir appliquée;
- tous les éléments connus permettant l'identification de la ou des personnes concernées et notamment si possible, l'identité, l'adresse, la profession et la nationalité de toute personne visée;
- le but dans lequel le témoignage, les informations ou les mesures sont demandés ;
- toute autre information nécessaire pour la bonne exécution de la demande.

#### **Article 49 : utilisation des informations ou des éléments de preuve fournis par l'Etat Partie requis**

L'Etat Partie requérant ne communique ni n'utilise les informations ou les éléments de preuve fournis par l'Etat requis pour des enquêtes, poursuites ou procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande sans le consentement préalable de l'Etat requis.

Rien dans le présent paragraphe n'empêche l'Etat requérant de révéler, lors de la procédure, des informations ou des éléments de preuve à décharge.

Dans ce dernier cas, l'Etat requérant avise l'Etat requis avant la révélation et, s'il lui en est fait la demande, consulte l'Etat requis.

Si, dans un cas exceptionnel, une notification préalable n'est pas possible, l'Etat requérant informe sans retard l'Etat requis de la révélation.

#### **Article 50 :refus d'entraide judiciaire**

L'entraide judiciaire peut être refusée :

- si la demande n'est pas faite conformément aux dispositions de la présente loi ;
- si la demande est susceptible de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de l'Etat mauritanien ;
- au cas où des poursuites judiciaires ont été engagées pour les mêmes faits en Mauritanie ;
- au cas où il serait contraire à l'ordonnancement juridique de l'Etat mauritanien d'accepter la demande.

#### **Article 51 : obligation de motivation en cas de refus**

Tout refus d'entraide judiciaire doit être motivé.

#### **Chapitre IV :De la coordination de la lutte contre la traite des personnes**

#### **Article 52 : création d'une instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants**

Il est créé une instance dénommée "instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants"(INLCTPTM)

**Article 53: composition et missions de l'instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants**

La composition, les missions, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Instance sont fixées par décret pris en conseil des Ministres.

**Article 54: coopérations avec les structures homologues**

L'instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants œuvre pour animer la coopération avec ses homologues dans les pays étrangers avec lesquels elle a des accords de coopération et pour accélérer l'échange de renseignements avec elles de manière à permettre l'alerte précoce des infractions visées par la présente loi et d'en éviter la commission.

La coopération prévue au paragraphe précédent est conditionnée par le respect du principe de réciprocité et l'engagement des instances homologues dans les pays étrangers, conformément à la législation les régissant, de garder le secret professionnel et la non transmission des données et des renseignements qu'elles ont collectées à une partie ou leur exploitation à des fins autres que la lutte contre les infractions prévues par la présente loi et leur répression.

**Article 55: rapport d'activités de l'instance**

L'instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants établit un rapport annuel sur ses activités qui comporte ses propositions pour développer les mécanismes nationaux de lutte contre la traite des personnes, qui sera transmis au Président de la République et

au Président du Parlement, avant sa publication.

L'instance peut, également, publier des communiqués sur ses activités et ses programmes.

**Chapitre V : Des mécanismes de protection et d'assistance**

**Section première : Des mesures de protection**

**Article 56 : protection physique et psychologique**

Les victimes, familles des victimes, témoins, auxiliaires de justice, agents infiltrés, dénonciateurs et quiconque qui se serait chargé, à quelque titre que ce soit, de signaler l'une des infractions de la traite des personnes aux autorités compétentes bénéficient des mesures de protection physique et psychologique, dans les cas où cela est nécessaire.

Lesdites mesures sont étendues, le cas échéant, aux membres des familles des personnes visées par le paragraphe précédent et à tous ceux susceptibles d'être ciblés parmi leurs proches.

La prise en charge spécifique des enfants doit être assurée par des services dédiés, notamment, les travailleurs sociaux et/ou des associations spécialistes en protection de l'enfance.

**Article 57 : lieu des audiences**

En cas de danger imminent, le juge d'instruction ou toutes autres instances judiciaires peuvent, si les circonstances l'exigent, ordonner qu'il soit procédé aux enquêtes ou à la tenue de l'audience dans un lieu autre que son lieu habituel, en prenant les mesures nécessaires pour garantir le droit du suspect à la défense.

Ils peuvent procéder à l'interrogatoire du suspect et à l'audition de toute personne dont ils estiment le témoignage utile en recourant aux moyens de communications audiovisuelles adéquats sans avoir besoin de leur comparution personnelle.

Des mesures appropriées sont prises en vue de garder l'anonymat des personnes auditionnées et de protéger les droits des enfants notamment à être entendus dans toute procédure judiciaire les concernant dans des conditions appropriées aux enfants.

#### **Article 58 : registre confidentiel**

Les personnes concernées par la protection peuvent, si elles sont appelées à faire des dépositions auprès de l'officier de la police judiciaire, du juge d'instruction, ou de toute autre autorité judiciaire, élire domicile près du procureur de la République, territorialement, compétent.

Il est alors fait mention de leur identité et adresse de leur domicile réel sur un registre confidentiel coté et paraphé par le procureur de la République et tenu, à cet effet, auprès de lui.

#### **Article 59 : anonymat**

En cas de danger imminent, les personnes concernées par la protection peuvent demander de garder l'anonymat.

Le procureur de la République ou l'autorité judiciaire saisie apprécie le bien-fondé de la requête, selon la nature et le caractère sérieux du danger et son influence sur le déroulement normal de l'action publique.

En cas d'acceptation de la demande, l'identité des personnes mentionnées et toutes autres données permettant leur identification ainsi que leur signature, sont consignés sur un registre confidentiel coté et paraphé par le procureur de la République et tenu à cet effet auprès de lui.

Dans ce cas, les données permettant d'identifier ces personnes ne sont pas consignées dans leurs procès-verbaux de l'interrogatoire mais consignées dans des procès-verbaux indépendants sauvegardés dans un dossier tenu séparément du dossier principal.

#### **Article 60 : demande de levée des mesures**

Le suspect ou son avocat peuvent, demander à l'autorité judiciaire saisie de révéler l'identité des personnes concernées

par la protection dans un délai maximum de dix (10) jours à partir de la date de la consultation du contenu de leurs déclarations.

L'autorité judiciaire saisie peut ordonner la levée des mesures mentionnées dans les articles 58 et 59 de la présente loi et révéler l'identité de la personne concernée, s'il s'avère que la demande est fondée, et qu'il n'y a pas un danger à craindre pour sa vie et ses biens ou pour la vie ou les biens des membres de sa famille.

Le juge d'instruction statue sur la demande de levée des mesures dans un délai maximum de quatre (4) jours à partir de la date de la présentation de la demande, et ce, après l'audition de la personne concernée.

Le procureur de la République notifie la décision portant révélation de son identité à la personne concernée et en reçoit la réponse.

La décision portant la levée ou le rejet de la levée des mesures est susceptible d'appel devant la chambre d'accusation, soit d'office par le procureur de la République, soit à la demande de la personne dont l'identité a été révélée en vertu d'une décision, ou du suspect ou son avocat, ou de la partie civile, et ce avant l'expiration d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de sa communication pour le procureur de la République et de la date de notification pour les autres.

L'appel de la décision suspend son exécution.

En cas d'appel, le juge d'instruction renvoie le dossier de l'affaire à la chambre d'accusation dès l'expiration du délai d'appel prévu pour le procureur de la République, le suspect ou son avocat et la partie civile.

La chambre d'accusation statue sur la demande d'appel dans un délai maximum de huit (8) jours, à partir de la date de la réception du dossier.

La décision rendue par la chambre d'accusation de lever la mesure ou de la confirmer n'est pas susceptible de recours.

**Article 61 : droit du suspect**

En aucun cas, les mesures de protection ne peuvent porter atteinte au droit du suspect ou de son avocat de consulter les procès-verbaux et autres pièces du dossier, tout en tenant compte des dispositions du code de procédure pénale.

**Article 62 : huis clos**

L'autorité judiciaire en charge peut décider d'office ou à la demande du ministère public ou à la demande de toute personne ayant intérêt, de procéder à des audiences à huis clos. Les audiences impliquant des enfants se tiendront, systématiquement, à huis clos.

Il est interdit dans ce cas, de diffuser des informations sur les plaidoiries ou sur les décisions qui peuvent porter atteinte à la vie privée des victimes ou à leur réputation, sans préjudice des autres garanties prévues par les textes spéciaux.

**Article 63 : mise en danger**

Est puni de cinq (5) à dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100.000) à deux cent mille (200.000) ouguiyas, quiconque met la vie ou les biens des personnes concernées par la protection en danger ou celles des membres de leurs familles, par la révélation intentionnelle de données permettant de les identifier.

Ces dispositions sont sans préjudice de l'application des peines les plus graves, le cas échéant.

Les dispositions de l'article 30 de la présente loi sont applicables si la personne concernée par la protection est l'infiltré.

**Article 64 : protection des données**

Le traitement des données et renseignements relatifs aux victimes de la traite des personnes en application des dispositions de la présente loi, doit se faire conformément à la législation en vigueur dans le domaine de la protection des données à caractère personnel.

**Section II : Des mesures d'assistance****Article 65 : gratuité des soins et de traitement**

L'instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic des migrants veille en coordination avec les services et les structures concernés à fournir l'assistance médicale nécessaire de manière à garantir le rétablissement physique et psychologique des victimes qui en ont besoin.

Les victimes bénéficient, le cas échéant, de la gratuité des soins et de traitement dans les établissements publics de santé.

Les conditions et les modalités de prise en charge des frais de soins des victimes sont fixées par décret pris en conseil des Ministres.

**Article 66 : l'assistance sociale**

L'instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic des migrants veille en coordination avec les services et les structures concernés à fournir l'assistance sociale nécessaire aux victimes en vue de faciliter leur réinsertion sociale et leur hébergement, et ce, dans la limite des moyens disponibles.

Ces mesures sont prises en tenant compte de l'âge des victimes, leur genre et leurs besoins spécifiques.

**Article 67 : information des victimes**

L'instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic des migrants est chargée de renseigner les victimes sur les dispositions régissant les procédures judiciaires et administratives permettant de les aider à régulariser leur situation et obtenir l'indemnisation appropriée des préjudices subis, et ce, dans une langue que la victime comprend et en phase avec leur état de développement et de compréhension en cas d'enfants.

L'instance assure également le suivi de leurs dossiers auprès des autorités publiques, y compris les autorités consulaires en cas de victimes mauritaniennes à l'étranger et victimes étrangères en Mauritanie, en coordination et en collaboration avec les organisations non gouvernementales, et leur apporte



assistance, en cas de besoin, pour lever les obstacles qui entravent l'accès à leurs droits.

**Article 68: bénéfice de l'aide judiciaire**

L'aide judiciaire peut être accordée aux victimes de la traite des personnes pour engager les procédures judiciaires civiles ou pénales les concernant.

L'instance assiste les victimes dans la constitution de leurs dossiers en vue d'obtenir l'aide juridictionnelle, conformément aux procédures en vigueur.

L'examen de la demande d'aide judiciaire doit se faire, en tenant compte de la situation spécifique de la victime.

**Article 69 : droit à un interprète**

Toute personne victime de la traite des personnes a droit de recevoir les informations sur la procédure dans une langue qu'elle comprend et de ce fait d'avoir le droit de recourir à un interprète, dûment agréé par les autorités judiciaires compétentes.

**Article 70 : Droit à une indemnisation**

Toute personne victime de la traite des personnes, peut prétendre à obtenir réparation du préjudice subi et se constituer partie civile durant le procès.

Les juridictions ordonnent au bénéfice des victimes d'infractions visées à la présente loi, la réparation du préjudice subi.

Les autorités judiciaires peuvent ordonner en motivant leur décision que des biens confisqués ou leur valeur correspondante soient affectés à la réparation et la protection des victimes de la traite.

Le retour des victimes dans son pays d'origine ne porte aucun préjudice à son droit à réparation

**Article 71: Protection spécifique des enfants et personnes, particulièrement, vulnérables**

Les programmes nationaux de protection mis en place en faveur des victimes devront prendre en compte :

- 1) la détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant, qui

doit servir de base pour toute décision relative à un enfant, y compris s'il est étranger dans le cas de retour volontaire dans son pays d'origine ;

- 2) la garantie du déroulement de la procédure judiciaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant ;

- 3) le cas échéant, l'assurance du retour volontaire dans leur famille et en toute sécurité des personnes, particulièrement, vulnérables et des enfants dans leurs pays ou région d'origine ;

Le magistrat saisi de l'affaire diligente, dans l'intérêt supérieur de l'enfant, une enquête sociale auprès de la famille, pour évaluer les risques et prévenir toute nouvelle exploitation de l'enfant ;

- 4) leurs besoins sociaux et psychologiques spécifiques;

- 5) la possibilité, une fois retournés dans leur pays, d'accéder à des services de réinsertion et d'éducation.

**Article 72 : période de rétablissement et de réflexion**

Est accordé à l'étranger susceptible d'être une victime de l'une des infractions de la traite des personnes prévues par la présente loi, le droit à une période de rétablissement et de réflexion qui peut atteindre six (6) mois renouvelables une seule fois pour la même période.

L'intéressé exerce ce droit sur sa demande en vue de pouvoir engager les procédures judiciaires et administratives.

Il est interdit de le rapatrier au cours de cette période.

**Article 73 :le retour volontaire**

Les structures et les établissements concernés veillent à faciliter le retour volontaire des victimes de la traite des personnes dans leurs pays, compte tenu de leur sécurité et de l'intérêt supérieur de l'enfant, le cas échéant, et coordonnent avec les pays étrangers concernés afin de



lever les obstacles matériels et administratifs qui empêchent d'atteindre cet objectif.

Les services concernés examinent les demandes des victimes étrangères relatives à l'octroi ou à la prolongation de séjour temporaire en Mauritanie aux fins d'engager les procédures judiciaires visant à garantir leurs droits, en tenant compte de leur situation particulière.

Toute coordination avec le pays d'origine doit être évitée en cas de demande d'asile de la part de la victime, ce qui met fin à la procédure de retour. Les personnes qui demandent une protection internationale ou qui ont des besoins de protection particulière sont rapidement dirigées vers les organes compétents chargés de statuer sur leur cas.

#### **Chapitre VI : Dispositions finales**

##### **Article 74 : abrogation**

La présente loi abroge et remplace toutes les dispositions antérieures contraires, notamment la loi n° 2003 – 025 du 17 juillet 2003, portant répression de la traite des personnes.

##### **Article 75 : exécution**

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le 06 Août 2020

**Mohamed OULD CHEIKH**

**EL GHAZOUANI**

Le Premier Ministre

**Ismail OULD BEDDE OULD CHEIKH  
SIDIYA**

Le Ministre de la Justice

**Dr. Haimoud OULD RAMDANE**

-----

**Loi n° 2020-018 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2010-**

**021 du 15 février 2010 relative à la lutte contre le trafic illicite des migrants  
L'Assemblée Nationale a adopté ;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**Article premier** : Les articles 3, 8, 12, 13, 15, 17, 18, 20, 24, 29, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 49, 54, 65, et 67 de la loi n°2010-021 du 15 février 2010, relative à la lutte contre le trafic illicite des migrants sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

##### **Article 3 (nouveau) : champ d'application**

La présente loi s'applique à la prévention, aux enquêtes et aux poursuites des infractions qui y sont visées et à la protection des migrants objets de trafic. Elle s'applique, également, aux personnes physiques et morales coupables desdites infractions.

Les dispositions de la présente loi, en particulier celles sur l'identification des migrants qui ont été l'objet d'un trafic illicite et celles visant à protéger et à promouvoir leurs droits humains, sont interprétées et appliquées à tous sans discrimination aucune, notamment pour des raisons liées à la race, la couleur, la religion, la croyance, l'âge, le sexe, la situation familiale, la culture, la langue, l'appartenance ethnique, la nationalité, la situation administrative sur le territoire mauritanien, l'opinion politique ou toute autre opinion.

Ces dispositions devront être appliquées conformément aux principes et responsabilités des Etats et des individus, et conformément aux principes du droit international relatif aux droits de l'Homme, tout en tenant compte de la protection des personnes vulnérables.

##### **Article 8 (nouveau) : facilitation de la résidence illégale**

Quiconque aura, intentionnellement et pour en tirer un profit

direct ou indirect, au moyen d'un document frauduleux ou tout autre moyen illégal, permis à une personne qui n'est ni un résident légal ni un ressortissant, de demeurer en Mauritanie sans satisfaire aux conditions fixées par la législation en vigueur sera puni d'un emprisonnement de deux (2) à quatre (4) ans et d'une amende de cent mille (100.000) à un million (1.000.000) d'ouguiyas.

### **Article 12 (nouveau) : sanction des obligations des transporteurs**

Sous réserve des conventions internationales ratifiées par la Mauritanie, les transporteurs, y compris toute compagnie de transport, tout propriétaire ou exploitant d'un moyen de transport, sont tenus de s'assurer que les passagers possèdent les documents requis pour entrer en Mauritanie ou y transiter.

Cette obligation s'applique aux compagnies et à leurs employés qui vendent, éditent, collectent, vérifient les billets de voyage, les cartes d'embarquement ou tout autre document autorisant le transport. Le transporteur n'est pas tenu de s'assurer de l'authenticité ou de la validité des documents de voyage et de la validité de leur délivrance.

En cas de doute ou de défaut de titre de transport, l'employé ou le transporteur doit refuser l'accès au moyen de transport et en informer les autorités compétentes.

Le transporteur qui n'obéit pas à ces obligations est puni d'une amende de dix mille (10.000) à cent mille (100.000) ouguiyas. En cas de récidive, la peine encourue est l'emprisonnement de deux (2) à six (6) mois et une amende de deux cent mille (200.000) à un (1) million d'ouguiyas ou de l'une de ces deux peines. Outre, le retrait ou la suspension de six (6) mois à un (1) an de la licence, le transporteur pourra être condamné au paiement des frais afférents à la rétention de la personne en Mauritanie et à sa reconduite ou à son rapatriement hors du territoire national.

Le transporteur commercial ne commet pas d'infraction et n'est pas passible d'amende en vertu de la présente loi si :

- l'entrée a résulté d'une assistance à une personne en danger dans les eaux ou dans le désert ;
- les personnes qu'il transporte se sont vues accorder une protection contre le refoulement ou bénéficient d'un droit d'asile conformément à la législation en vigueur.

### **Article 13 (nouveau) : des peines applicables aux personnes morales**

La personne morale, pour le compte de laquelle une des infractions visées aux articles 4 à 11 a été commise par ses organes ou représentants, sera punie d'une amende d'un million (1.000.000) à dix (10.000.000) millions d'ouguiyas.

La responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes faits.

Dès lors qu'il est démontré lors de l'enquête que le dirigeant de la personne morale n'était pas au courant de l'activité illicite de ses employés, celui-ci ne peut être poursuivi au titre de personne morale et les véhicules ne peuvent être confisqués.

### **Article 15 (nouveau) : Complicité**

Conformément aux dispositions du code pénal relatives à la complicité, est puni des mêmes peines que l'auteur principal, le complice des infractions visées dans la présente loi.

### **Article 17 (nouveau) : l'immunité pénale des personnes objets de trafic**

Nonobstant toute disposition contraire, les personnes objets de trafic, victimes des infractions connexes prévues par la présente loi ne peuvent faire l'objet de poursuite ou de condamnation pour les infractions prévues par la présente loi.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables à la personne qui a été, formellement, identifiée durant l'enquête, parmi les migrants par les migrants objets du trafic, comme ayant en connaissance de

cause participé à la réalisation de l'infraction.

**Article 18 (nouveau) : circonstances aggravantes**

Le maximum des peines prévues par la présente loi est doublé lorsque :

- L'infraction implique des circonstances qui mettent en danger ou risquent de mettre en danger la vie ou la sécurité du migrant qui fait l'objet du trafic ;
- L'infraction s'accompagne de circonstances qui entraînent un traitement inhumain ou dégradant des migrants faisant l'objet d'un trafic illicite ;
- L'infraction entraîne une blessure grave ou la mort du migrant qui fait l'objet du trafic ou d'un tiers, y compris la mort par suicide ;
- L'auteur de l'infraction est en situation de récidive ;
- L'infraction est commise dans le cadre des activités d'un groupe criminel organisé;
- L'auteur de l'infraction a utilisé des drogues, toute substance psychotrope, des médicaments ou des armes pour commettre l'infraction ;
- L'infraction a impliqué plus d'une dizaine de migrants;
- Lorsque l'auteur de l'infraction exerce une fonction publique et que le délit a été commis dans l'exercice de ses fonctions ;
- Le migrant qui fait l'objet du trafic illicite est un enfant ou une personne âgée ;
- L'auteur de l'infraction a utilisé un enfant pour commettre l'infraction ;
- Le migrant qui fait l'objet du trafic est une femme enceinte ;
- Le migrant qui fait l'objet du trafic a un handicap mental ou physique ;
- L'auteur de l'infraction a utilisé ou a menacé d'utiliser toute forme de violence y compris avec des armes contre le migrant qui fait l'objet du trafic ou sa famille ;
- L'auteur de l'infraction a confisqué, détruit ou tenté de détruire les documents de voyage ou d'identité du migrant qui fait l'objet du trafic.

**Article 20(nouveau) : Peines complémentaires facultatives**

Dans les cas prévus aux articles 4 à 13 de la présente loi les tribunaux peuvent prononcer à l'encontre des personnes condamnées:

- l'interdiction du territoire national pour une durée de deux (2) à dix (10) ans contre tout étranger condamné;
- l'interdiction de séjour pour une durée d'un (1) à cinq (5) ans dans les chefs-lieux de wilayas et de moughataas;
- l'interdiction des droits politiques et civiques pour une durée de six (6) mois à trois (3) ans ;
- l'interdiction de quitter le territoire national et le retrait du passeport pour une durée de trois (3) à six (6) ans ;
- l'interdiction définitive pour une durée de trois à six (6) ans d'exercer la profession à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise.
- Paiement d'une réparation ou d'un dédommagement au profit des personnes objet du trafic illicite, si elles le demandent;
- Publication de la décision judiciaire ;
- Fermeture temporaire ou définitive de toute entreprise ou établissement qui a été utilisé pour commettre l'infraction en question ;
- Exclusion des appels d'offres et marchés publics et/ou du droit à des prestations ou des aides publiques ;
- Interdiction temporaire ou permanente de pratiquer d'autres activités commerciales en lien avec l'infraction et/ou de créer une autre personne morale en lien avec l'infraction ;

**Article 24 (nouveau) :visite des lieux et perquisition**

Les perquisitions et visites de domicile ou des lieux d'hébergement des migrants objets de trafic peuvent être

effectuées de jour comme de nuit dans le cadre des enquêtes formelles diligentées par les autorités compétentes, dès lors que l'infraction est commise par un groupe criminel organisé.

**Article 29 (nouveau) : production des documents bancaires, financiers et commerciaux**

L'autorité judiciaire compétente peut ordonner, sans que le secret professionnel puisse lui être opposé, la production de tous documents bancaires, financiers et commerciaux lorsqu'il existe des motifs sérieux de penser qu'ils concernent des opérations en rapport avec l'une des infractions prévues aux articles 4 à 13 de la présente loi.

Sous le contrôle de l'autorité judiciaire, les responsables des services d'enquête disposent du même pouvoir dans le cadre des enquêtes préliminaires ou de flagrance.

**Article 42 (nouveau) : mesures de protection pour renforcer l'assistance aux migrants**

Sans porter préjudice aux droits de la défense, le Procureur de la République, en coopération avec des organisations non gouvernementales, des associations régulièrement déclarées depuis au moins trois (3) ans à la date de la commission des faits et ayant en vertu de leurs statuts comme objectif, la prise en charge ou la réinsertion des migrants objet de trafic, peut décider de la mise en œuvre des mesures suivantes sur un pied d'égalité avec les ressortissants mauritaniens le cas échéant :

- 1- le déménagement ou la délocalisation géographique de l'hébergement ;
- 2 - l'accès à une assistance juridique appropriée;
- 3- l'assistance médicale et psychologique ;
- 4 - l'accès aux services d'assistance diplomatiques et consulaires du pays dont elle a la nationalité ou une assistance

administrative pour des personnes apatrides ne possédant pas de nationalité;

- 5- la possibilité d'être, sur sa demande, rapatriée dans son pays d'origine, dans un délai raisonnable et en toute sécurité ;
- 6- la possibilité de bénéficier d'un statut légal en Mauritanie ;
- 7- le soutien financier ;
- 8- toutes mesures nécessaires visant à assurer sa sécurité ;
- 9- toutes mesures d'accompagnement visant à faciliter la réinstallation ou l'autonomie du bénéficiaire.

Les migrants, victimes d'un trafic reçoivent les soins médicaux d'urgence nécessaires pour préserver leur vie ou éviter un dommage irréparable à leur santé, sur la base de l'égalité de traitement avec les ressortissants mauritaniens.

De tels soins médicaux d'urgence ne peuvent leur être refusés en raison d'une quelconque irrégularité en matière d'entrée ou de séjour sur le territoire mauritanien.

**Article 43 (nouveau) : protection spécifique des enfants et autres personnes vulnérables**

Les personnes objet des infractions visées par la présente loi, lorsqu'elles présentent une vulnérabilité particulière ou sont mineures, sont assistées devant les juridictions d'instruction et de jugement par un avocat de leur choix ou commis d'office.

Lorsque le migrant ayant été l'objet d'un tel trafic est un enfant de moins de 18 ans, et outre les mesures de protection visées aux articles 37 à 42 ci-dessus, il est important de prendre en considération les aspects suivants:

- L'intérêt supérieur de l'enfant doit être évalué et privilégié dans toutes les décisions prises et actions mises en œuvre par les agents publics, organismes publics et juridictions;

- En cas d'incertitude sur l'âge du migrant ayant été l'objet d'un tel trafic et lorsqu'il existe des raisons de croire qu'il

est un enfant, ce migrant est présumé l'être dans l'attente de la vérification de son âge et de manière holistique;

- Tout entretien ou audition avec un enfant migrant ayant été l'objet d'un tel trafic doit être mené par un professionnel, spécialement, formé dans un environnement adapté, dans une langue que l'enfant puisse comprendre et, dans la mesure du possible, en présence de ses parents, de son tuteur légal ou coutumier, ou d'une personne de soutien ;

- Les enfants migrants ayant été l'objet d'un tel trafic ont le droit d'accès à l'éducation qui ne peut être refusé ou limité en raison de leur entrée ou situation irrégulière dans le pays, ou de celle de ses parents.

- Les textes relatifs à la protection des enfants non-accompagnés ou séparés.

- Le Ministère chargé de l'enfance, doit être saisi de toutes les questions se rapportant à la protection des enfants.

**Article 45 (nouveau) : champ d'application**

Le présent chapitre s'applique au navire raisonnablement soupçonné de se livrer, directement ou indirectement, au trafic illicite de migrants par mer à l'intérieur ou hors les eaux territoriales mauritaniennes.

Le navire peut être dans les situations suivantes:

1. Etre sans nationalité ou assimilé à un navire sans nationalité;
2. Battre pavillon mauritanien, être immatriculé en Mauritanie, ou posséder la nationalité mauritanienne;
3. Porter les marques d'immatriculation d'un autre État.

**Article 46(nouveau) : autorité nationale compétente**

Afin de faciliter la coopération entre la Mauritanie et d'autres États en vue de prévenir et de réprimer le trafic illicite de

migrants par mer, le Ministère en charge des Pêches et de l'Economie Maritime est chargé de :

- a) recevoir les demandes d'assistance des États, et d'y répondre ;
- b) transmettre les demandes d'assistance aux États ;
- c) recevoir les demandes d'autorisation des États de prendre les mesures appropriées, et d'y répondre;
- d) transmettre les demandes d'autorisation aux États de prendre les mesures appropriées.

Le Ministre en charge des Pêches et de l'Economie Maritime se charge de répondre, promptement, à toute demande effectuée en vertu du présent article.

**Article 47(nouveau) : Désignation et compétences des agents habilités**

La Garde Côte mauritanienne recrute le personnel habilité aux fins relatives à l'exercice des pouvoirs visés au présent chapitre.

La décision de désignation du personnel habilité doit être rendue publique et faire l'objet d'une communication officielle.

Les mesures concernent l'arraisonnement, la visite, la sécurité des personnes et de la cargaison à bord.

**Article 48 (nouveau) : Conditions, et limitations d'exercice des agents habilités de leurs pouvoirs spéciaux de répression**

Tout pouvoir conféré aux agents habilités en vertu du présent chapitre, peut être exercé sur tout navire battant pavillon mauritanien ou se prévalant de l'immatriculation sur le registre mauritanien, ou possédant en réalité la nationalité mauritanienne bien qu'il batte un pavillon étranger ou refuse d'arborer son pavillon, aux fins de détecter et de prendre les mesures appropriées concernant le trafic illicite de migrants par mer.

Ces pouvoirs ne peuvent pas être exercés sur un navire au-delà des limites des eaux territoriales de la Mauritanie et battant le



pavillon ou portant les marques d'immatriculation d'un autre État, sauf si:

1) L'État exerce son droit de contrôle dans sa zone contiguë ou exerce le droit de poursuite; ou

2) L'autorité compétente a donné son autorisation.

L'autorité compétente ne donne pas l'autorisation visée à l'article au point b) ci-dessus s'il n'est pas établi que :

- L'État du pavillon a demandé l'assistance de la Mauritanie aux fins de détecter ou de prévenir le trafic illicite de migrants et de prendre les mesures appropriées; ou

- L'État tiers a autorisé la Mauritanie à agir à cette fin.

L'État tiers dont le navire bat pavillon est informé de toutes ces mesures. L'autorité compétente impose, pour l'exercice de ces pouvoirs, les conditions ou limitations nécessaires pour donner effet à toute condition ou limitation imposée par l'État du pavillon.

L'autorité compétente peut, de sa propre initiative ou en réponse à une demande d'un État tiers, autoriser cet État à exercer, relativement au navire battant pavillon mauritanien, les pouvoirs correspondant à ceux conférés aux agents habilités en vertu du présent chapitre sous réserve, le cas échéant, des conditions ou limitations qu'il peut imposer.

Les pouvoirs conférés aux agents habilités en vertu du présent chapitre ne peuvent être exercés dans les eaux territoriales de tout autre État sans l'autorisation de l'autorité compétente, cette autorisation ne pouvant être accordée si cet État n'a pas consenti à l'exercice de ces pouvoirs.

#### **Article 49(nouveau) : Indemnisation**

Le titulaire des droits sur le navire a droit à une indemnisation raisonnable fixée en commun accord entre les parties ou à défaut par le juge au titre des pertes ou des dommages subis à la suite des mesures prises, ou supposées prises, par un agent habilité en vertu du présent chapitre

lorsque les motifs des mesures prises se révèlent dénués de fondement, sauf si le navire ou toute personne sur le navire a commis un acte qui justifierait les mesures prises.

Cette indemnité est fixée après évaluation des services compétents.

#### **Article 54 (nouveau) : fondement légal**

En l'absence d'accord bilatéral ou multilatéral, l'article 18 de la Convention des nations unies contre la criminalité transnationale organisée sert de base à toute demande d'entraide judiciaire entre l'Etat mauritanien et tout Etat Partie à cette Convention, et régit également la tenue des enquêtes conjointes.

#### **Article 65 (nouveau) : rapatriement des migrants**

Les autorités compétentes s'assurent du rapatriement volontaire dans leur pays d'origine des migrants objets de trafic illicite. Ce rapatriement s'opère dans un délai raisonnable et sans retard injustifié.

Avant de procéder au rapatriement, les autorités compétentes s'assurent que le renvoi du migrant objet de trafic tient compte de sa sécurité une fois dans son pays d'origine, ainsi que de l'intérêt supérieur de l'enfant qui sera évalué pour chaque enfant non accompagné ou séparé et qui doit servir de base pour toute décision relative à un enfant.

Dans le cadre du rapatriement volontaire, la détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant doit tenir compte des conditions sécurisantes de retour et l'accès aux droits de base suite à une enquête sociale diligentée dans le pays de retour.

Afin de faciliter le retour d'un migrant objet de trafic qui ne possède pas les documents requis, les autorités compétentes demandent à celles du pays d'origine d'accepter de délivrer les documents de voyage ou toute autre autorisation nécessaire pour lui permettre d'être réadmis dans son pays d'origine.

Dans le cadre de l'organisation du retour des migrants ayant été l'objet du trafic



illicite, dans leur pays d'origine ou en dehors des frontières mauritaniennes, l'autorité compétente peut coopérer avec les organisations internationales et intergouvernementales intervenant dans le domaine et les organisations de la société civile qui luttent contre le trafic illicite de migrants.

Elle veille également à ce que les migrants objet de trafic, victimes des infractions visées par la présente loi, qui demandent une protection internationale ou qui ont des besoins de protection particulière, soient rapidement dirigés vers les organes compétents chargés de statuer sur leur cas. Toute coordination avec le pays d'origine doit être évitée en cas de demande d'asile de la part du concerné, ce qui met fin à la procédure de retour.

**Article 67 (nouveau) : mesures assurant la sécurité des enfants non accompagnés**

Au débarquement des enfants, le membre de l'équipage remet l'enfant et ses documents à un officier habilité des services sociaux qui procède à la résolution du cas selon les recommandations issues du processus de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant.

**Article 2 :** Les dispositions de la loi n° 2010 – 021 du 15 février 2010, relative à la lutte contre le trafic illicite des migrants sont complétées par les articles 48 bis et 50 bis, ainsi qu'il suit :

**Article 48 bis : obligations d'exercice des agents habilités de leurs pouvoirs spéciaux de répression**

Aucune disposition de la présente loi n'a d'incidences sur l'obligation de tout agent habilité et tout capitaine d'un navire de prêter assistance aux personnes en péril en mer

Lorsqu'il prend des mesures à l'encontre d'un navire, conformément, au présent chapitre, un agent habilité doit tout faire pour:

a)-Assurer la sécurité des migrants à bord, et porter une attention prioritaire à ceux dont la vie ou la sécurité ont été mises en danger par le fait qu'ils ont été objet des actes incriminés par la présente loi;

b) Prendre en compte les besoins particuliers des femmes et des enfants ;

c) Accorder aux migrants une protection adéquate contre toute violence et ou traitement inhumain pouvant leur être infligé, aussi bien par des personnes que par des groupes ;

d) Veiller à ce que toute mesure prise soit conforme aux obligations de droits humains et humanitaires, y compris le droit de quitter le pays, le droit de demander l'asile et la protection internationale, et l'obligation de non-refoulement;

Par ailleurs, l'agent habilité doit tout faire pour:

a) Tenir dûment compte de la nécessité de ne pas compromettre la sécurité du navire ou de sa cargaison;

b) Tenir dûment compte de la nécessité de ne pas porter préjudice aux intérêts commerciaux ou aux droits de l'État du pavillon ou de tout autre État intéressé;

c) Veiller, selon ses moyens, à ce que toute mesure prise à l'égard du navire soit écologiquement rationnelle.

Les mesures prises ne doivent ni affecter ni entraver les droits et obligations des Etats côtiers et l'exercice de leur compétence conformément au droit international de la mer, ou le pouvoir de l'Etat du pavillon d'exercer sa compétence et son contrôle sur les questions d'ordre administratif, technique et social concernant le navire.

Toute mesure prise en mer en application du présent chapitre est exécutée uniquement par des navires de guerre ou des aéronefs militaires, ou d'autres navires ou aéronefs, à ce dûment habilités, portant visiblement une marque extérieure et identifiable comme étant au service de l'État.

**Article 50 bis: Autorité centrale en matière de coopération internationale**

Le Ministère de la Justice est l'autorité centrale en matière de coopération judiciaire internationale pour recevoir, gérer et transmettre les requêtes d'extradition et d'entraide judiciaire entrantes et sortantes. Il est créé à cet effet un Bureau de l'entraide pénale internationale placé auprès du cabinet du Ministre de la justice.

Les missions et le fonctionnement du bureau sont fixés par voie réglementaire.

**Article 3 :** Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

**Article 4 :** La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le 06 août 2020

**Mohamed OULD CHEIKH**

**EL GHAZOUANI**

Le Premier Ministre

**Ismail OULD BEDDE OULD CHEIKH  
SIDIYA**

Le Ministre de la Justice

**Dr. Haimoud OULD RAMDANE**

## **II- DECRETS, ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**

### **PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

#### **Actes Réglementaires**

**Décret n°139-2020 du 20 juillet 2020  
relatif à l'organisation de l'Etat – Major  
Particulier du Président de la  
République**

**Article Premier :** Le présent décret a pour objet d'établir l'organisation de l'Etat – Major Particulier du Président de la République.

**Article 2 :** Le chef d'Etat – Major Particulier reçoit les instructions, directives et orientations du Président de la

République. Il est assisté par une administration composée de :

- Services rattachés ;
- Direction des études générales ;
- Direction de la synthèse et de la coordination ;
- Direction technique.

**Article 3 :** Les services rattachés sont :

- Service de la chancellerie ;
- Service informatique et secrétariat.

**Article 4 :** Le service de la chancellerie est chargé de :

- La mise en œuvre des dispositions juridiques encadrant les ordres nationaux ;
- l'encadrement des cérémonies de remise de décoration par le Président de la République.
- la préparation des rapports, projets de décrets, règlements et décisions relatifs à l'ordre qui seront soumis au Président de la République ;
- l'établissement de la liste des candidats proposés aux nominations ou promotions à soumettre à l'appréciation du Président de la République ;
- la délivrance des décrets revêtus de la signature du Président de la République à tous les membres des ordres nationaux et des insignes ;
- la mise en place d'une base de données de tous les membres des ordres nationaux, le suivi et l'application des mesures adéquates conformément au cadre légal et réglementaire encadrant les ordres nationaux.

**Article 5 :** Le service de l'informatique et du secrétariat est chargé de :

- L'utilisation cohérente et conviviale des logiciels de gestion

et des équipements ou du matériel informatique acquis par l'Etat – major particulier afin de répondre aux besoins des services pour l'atteinte des objectifs qui leurs sont fixés ;

- la fourniture des supports techniques pour le fonctionnement des ordinateurs, imprimantes et autres équipements ou matériel informatique ;
- l'assistance aux directions et services de l'Etat – major Particulier dans l'analyse des besoins tant au niveau des équipements ou du matériel informatique que des logiciels de gestion et du développement de programmes nécessaires à la bonne exécution de leur missions ;
- le conseil au personnel sur l'utilisation maximale de son équipement ou matériel informatique ainsi que des logiciels ;
- l'enregistrement et la ventilation du courrier confidentiel ou de tout autre courrier à l'arrivée, destiné au chef d'Etat – major Particulier ;
- la mise en forme, de l'enregistrement et de l'expédition du courrier au départ ;
- la gestion de l'emploi du temps du chef d'Etat – major Particulier et toutes autres tâches qui lui seraient confiées.

**Article 6 :** La direction des Etudes Générales est dirigée par un officier supérieur nommé par décret du Président de la République.

Elle est chargée de :

- Analyser en concertation avec les corps concernés la situation des

forces armées et assurer une veille sur l'évolution des situations militaires en général et dans la sous région en particulier ;

- mener, en relation avec les services et les institutions concernés, des analyses et des études prospectives permanentes sur les enjeux stratégiques et sécuritaires de la vie nationale et internationale ;
- conduire des études et des recherches stratégiques et militaires selon les exigences de la défense en relation permanente avec les départements et entités concernés par la problématique défense et sécurité ;
- prendre part aux travaux de planification et de programmation dans le domaine de la défense nationale.

La direction est organisée en deux services :

- le service des études ;
- le service de la planification et des programmes.

**Article 7 :** La direction de la Synthèse et la Coordination est dirigée par un officier supérieur nommé par décret du Président de la République.

Cette direction est chargée de :

- coordonner et orienter les activités des différents services de renseignements de l'Etat et contribuer à promouvoir l'élaboration d'un plan général de renseignement de l'Etat suivant les directives du Président de la République. A ce titre, elle est destinataire des divers documents élaborés par ces services, auxquels

elle peut faire des demandes spécifiques ;

- centraliser tous les renseignements provenant des différents services de renseignements et d'analyse de l'Etat, tout en assurant leur exploitation et leur synthèse à l'attention du Président de la République.

**Article 8** : La direction de la Synthèse et de la Coordination est organisée en deux services :

- le service de la synthèse ;
- le service de la coopération et des relations extérieures.

**Article 9** : La direction technique est dirigée par un officier supérieur nommé par décret du Président de la République, elle est chargée de :

- Gérer le domaine immobilier et mobilier de la Présidence de la République notamment les bâtiments et le parc automobile (moyens de transports) ;
- assurer le soutien logistique à l'ensemble des structures de l'Etat – major Particulier notamment les services d'honneur et d'escorte du Président de la République et le contrôle de leur exécution en concertation avec les structures concernées ;
- assister à la préparation des cérémonies de remise des décorations par le Président de la République en concertation avec la direction du protocole.

**Article 10** : La direction technique est organisée en cinq services :

- Le service électrotechnique ;
- le service du parc automobile ;

- le service d'entretien et des espaces verts ;
- le service génie civile ;
- le service du secrétariat.

**Article 11** : Les chefs de service de l'Etat – major Particulier sont nommés par arrêté du Président de la République.

**Article 12** : Le Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, le Directeur de Cabinet du Président de la République et le chef d'Etat – Major Particulier du Président de la République sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

**Article 13** : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie selon la procédure d'urgence.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 140-2020 du 21 juillet 2020 portant création et nomination des membres de la Commission Nationale pour la Réforme du Secteur de la Communication**

**Article Premier** : Il est créé une commission pour la réforme du secteur de la Communication, dénommée « **Commission Nationale pour la Réforme du Secteur de la Communication** ».

**Article 2** : Cette commission est chargée de proposer une réforme globale du secteur de la Communication dans ses deux composantes : publique et privée.

**Article 3** : La Commission Nationale pour la Réforme du Secteur de la Communication est composée de :

1. Mohamed Mahmoud Ould Wedady, Président ;
2. Abdallahi ould Moahmedou, membre ;
3. El Hassan Samba N'Gaidé, membre ;
4. Kissima Diagana, membre ;

5. Aichetou Ahmedou Vall, membre.

**Article 4** : La mission de la Commission Nationale pour la Réforme du Secteur de la Communication prend fin avec la remise de son rapport final.

**Article 5** : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n°145-2020 du 04 août 2020 portant la ratification de la convention de crédit relative au financement du Programme d'appui au secteur des Micro, Petits et Moyens Projets, signée le 02 février 2020 à Abu Dhabi, entre la République Islamique de Mauritanie et les Emirats Arabes Unis, représentés par le Fonds Khalifa pour le Développement des Entreprises**

**Article Premier** : Est ratifiée la convention de crédit, d'un montant de vingt-cinq millions (25.000.000) de Dollars Américains, relative au financement du Programme d'appui au secteur des Micro, Petits et Moyens Projets, signée le 02 février 2020 à Abu Dhabi, entre la République Islamique de Mauritanie et les Emirats Arabes Unis, représentés par le Fonds Khalifa pour le Développement des Entreprises.

**Article 2** : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 146-2020 du 04 août 2020 portant la ratification de la convention de crédit, relative au financement du projet de Développement des Oasis, signée le 05 mars 2020 au Koweït, entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds**

**Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES)**

**Article Premier** : Est ratifiée la convention de crédit, d'un montant de neuf millions (9.000.000) de Dinars Koweïtiens, signée le 05 mars 2020 au Koweït, entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES), destinée au financement du projet de Développement des Oasis.

**Article 2** : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 147-2020 du 04 août 2020 portant la ratification de la convention de crédit, signée le 05 mars 2020 au Koweït entre la République Islamique de Mauritanie et le Fond Koweïtien de Développement Economique Arabe (FKDEA), destinée au financement du projet de Construction de la Route Nema – N'beikit Lehwache**

**Article Premier** : Est ratifiée la convention de crédit, d'un montant de dix millions (10.000.000) de Dinar Koweïtien, destinée au financement du projet de Construction de la Route Nema – N'beikit Lehwache, signée le 05 Mars 2020 au Koweït, entre la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Koweïtien de Développement Economique Arabe (FKDEA).

**Article 2** : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 148-2020 du 04 août 2020 portant la ratification de la convention cadre (vente à tempérament), signée le**



**18 décembre 2019 à Djeddah entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement (BID), destinée à la participation au financement du projet d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (rendre effective la chaine des valeurs au profit des petits agriculteurs)**

**Article Premier :** Est ratifiée la convention cadre (vente tempérament), signée le 18 décembre 2019 à Djeddah entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement (BID), d'un montant de vingt-deux millions neuf cent cinquante mille (22 950 000) Euros, destinée à la participation au financement du projet d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (rendre effective la chaine des valeurs au profit des petits agriculteurs).

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 149-2020 du 04 août 2020 portant la ratification de la convention de crédit, signée le 18 Décembre 2019 à Djeddah entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement (BID), destinée à la participation au financement du projet d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (rendre effective la chaine des valeurs au profit des petits agriculteurs)**

**Article Premier :** Est ratifiée la convention de crédit, signée le 18 décembre 2019 à Djeddah entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement (BID), d'un montant de dix millions huit cent soixante-dix mille (10 870 000) Euros,

destinée à la participation au financement du projet d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (rendre effective la chaine des valeurs au profit des petits agriculteurs).

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 150-2020 du 04 août 2020 portant la ratification de la convention de crédit, relative à la participation au financement du projet de la route Tidjikja-Kiffa-Selibaby-Frontière du Mali, signée le 05 mars 2020 au Koweït, entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES).**

**Article Premier :** Est ratifiée la convention de crédit, d'un montant de cinquante-deux millions (52.000.000) de Dinars Koweïtiens relative à la participation au financement du projet de la route Tidjikja-Kiffa-Selibaby-Frontière du Mali, signée le 05 mars 2020 au Koweït, entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES).

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 151-2020 du 06 août 2020 portant création d'un comité interministériel chargé de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de football U-20, Mauritanie 2021**

**Article Premier :** Il est créé, auprès du Président de la République un comité interministériel chargé de l'organisation de



la coupe d'Afrique des Nations de Football U-20, Mauritanie 2021.

**Article 2 :** Le comité interministériel chargé de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de Football U-20, Mauritanie 2021, a pour mission de concevoir, dans le respect des cahiers de charges arrêtés par la Confédération Africaine de Football (CAF), un plan d'organisation de la Can-2021 et de suivre sa mise en œuvre.

**Article 3 :** Le comité interministériel chargé de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de football U-20, Mauritanie 2021, est composé ainsi qu'il suit :

**Président :** La Ministre Conseillère à la Présidence de la République

**Membres :**

- Le Ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports ;
- Le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Mauritaniens à l'Etranger ;
- Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ;
- Le Ministre des Finances ;
- Le Ministre de la Santé ;
- Le Ministre du Commerce et du Tourisme ;
- Le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire ;
- Le Ministre de l'Equipement et des Transports ;
- Le Ministre de la Culture, de l'Artisanat et des Relations avec le Parlement.

**Article 4 :** Le comité interministériel chargé de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de Football U-20, Mauritanie 2021, se réunit en session

ordinaire, selon une périodicité qu'il aura définie. Il peut se réunir en session extraordinaire, chaque fois que de besoin, sur convocation de son président.

**Article 5 :** Un comité restreint de pilotage, est chargée de la mise en œuvre du plan d'organisation arrêté par le comité interministériel chargé de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de Football U-20, Mauritanie 2021.

Ce comité de pilotage est composé de la Ministre conseillère à la Présidence de la République, du Ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports et du Président de la Fédération Mauritanienne de Football.

**Article 6 :** Le comité restreint de pilotage soumet à la validation du comité interministériel chargé de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de Football U-20, Mauritanie 2021, les commissions et sous commissions nécessaires à la mise en œuvre du plan d'organisation ainsi que les modalités de désignation de leurs membres.

**Article 7 :** Le comité restreint de pilotage adresse des compte – rendus de ses activités au comité interministériel chargé de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de Football U-20, Mauritanie 2021, suivant une périodicité définie par ce dernier.

**Article 8 :** Le mandat du comité interministériel chargé de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de Football U-20, Mauritanie 2021, prend fin dès le dépôt auprès du Président de la République, du rapport général de l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations de football U-20, Mauritanie 2021.

**Article 9 :** La Ministre Conseillère à la Présidence de la République, le Ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, le

Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Mauritaniens à l'Etranger, le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, le Ministre des Finances, le Ministre de la Santé, le Ministre du Commerce et du Tourisme, le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de l'Équipement et des Transports et Le Ministre de la Culture, de l'Artisanat et des Relations avec le Parlement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

#### Actes Divers

**Décret n° 108-2020 du 26 juin 2020 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « ISTIHQAQ EL WATANI L'MAURITANI »**

**Article Premier:** Est nommé à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « Istihqaq El Watani l'Mauritani » au grade de :

#### OFFICIER

Le Colonel **Juan Antonio Gomez Rodriguez** attaché de défense, militaire, naval et de l'air auprès de l'Ambassade d'Espagne à Nouakchott

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 111-2020 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « ISTIHQAQ EL WATANI L'MAURITANI »**

**Article Premier:** Sont nommés à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « Istihqaq El Watani l'Mauritani » au grade d'**Officier** :

- Le vice – Amiral Khaled Ali Abdel Hamid Arafa, professeur de la Chaine de la Marine ;
- Le Général de Division Ashraf Ali Seyid Hillal, professeur de la chaine de Topographie ;
- Le Général de Division Aymen Ahmed Touhami El Vaqi, professeur de la chaine des forces aériennes ;
- Le Général de Division Oussama Nabawi Seyid Ataa, professeur de la chaine de l'Artillerie.

**Article 2 :** Sont nommés à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « Istihqaq El Watani l'Mauritani » au grade de **Chevalier** :

- Le Général de Brigade Akram Abdel Jelil El Hafnawi, professeur de la chaine de logistique ;
- Le Colonel Mohamed Atiya Abdel Vetah Sherqawui, professeur de la chaine interprétariat français.

**Article 3 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n°118-2020 du 08 juillet 2020 portant nomination d'un membre du Haut Conseil de la FATWA et des Recours Gracieux**

**Article Premier :** Monsieur Mohamed Mahmoud Ould Ahmed Youra est nommé membre du Haut Conseil de la FATWA et des Recours Gracieux.

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 122-2020 du 09 juillet 2020 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National**

« **ISTIHAQAQ EL WATANI L'MAURITANI** »

**Article Premier:** Est promu, à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « Istihqaq El Watani l'Mauritani » au grade de :

**COMMANDEUR**

**Le Général de Division Pascal FACON,  
Commandant de la Force Barkhane**

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 127-2020 du 15 juillet 2020 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « ISTIHAQAQ EL WATANI L'MAURITANI »**

**Article Premier:** Est nommé à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « Istihqaq El Watani l'Mauritani » au grade de :

**CHEVALIER**

Lieutenant – Colonel **Philippe**

**POUVEREAU** conseiller technique du Chef d'Etat – major de la Gendarmerie Nationale

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 128-2020 du 15 juillet 2020 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « ISTIHAQAQ EL WATANI L'MAURITANI »**

**Article Premier:** Est nommé à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National « Istihqaq El Watani l'Mauritani » au grade de :

**CHEVALIER**

Adjudant **German Reparaz Ebusa,**  
Attaché de défense, militaire, naval et l'air

adjoint auprès de l'Ambassade d'Espagne à Nouakchott

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n°2020-095 du 21 juillet 2020 portant nomination du Secrétaire Général de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion (TAAZOUR)**

**Article Premier:** Monsieur **Samba Salem M'Bareck** ingénieur statisticien économiste, matricule **061747Q**, Numéro National d'Identification **3584988663** est nommé à compter du **23 janvier 2020**, Secrétaire Général de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion (TAAZOUR).

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Décret n° 153-2020 du 06 août 2020 portant nomination du Premier Ministre**

**Article Premier:** Monsieur Mohamed Ould Bilal est nommé Premier Ministre.

**Article 2 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## Premier Ministère

Actes Réglementaires

**Arrêté n° 00022 du 14 janvier 2020 abrogeant et remplaçant l'arrêté n°474 du 07 juin 2016 portant création d'un comité interministériel chargé du pilotage de la réforme foncière.**

**Article Premier:** Il est créé un Comité Interministériel chargé du pilotage de la réforme foncière

**Article 2:** Le Comité interministériel est chargé de définir, suivre et piloter la politique du Gouvernement en matière foncière.

Il fixe, à cet effet, les grandes lignes d'une stratégie nationale concertée en la matière et adopte toute réforme législative et institutionnelle qu'elle nécessite

**Article 3:** Le Comité est composé, sous l'Autorité du Premier Ministre, des membres qui suivent:

- Le Ministre de la Justice ;
- Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ;
- Le Ministre des Finances ;
- Le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire;
- Le Ministre du Développement Rural ;
- Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable.

**Article 4:** Le Comité se réunit, chaque fois que nécessaire, sur convocation de son Président.

**Article 5:** Le Comité interministériel, chargé du pilotage de la réforme foncière est assisté par une commission technique et un secrétariat.

**Article 6:** Le Secrétariat du Comité est assuré par le Ministère des Finances.

**Article 7:** Une commission technique chargée de la mise en œuvre des orientations du Comité sera créée par arrêté du Ministre des Finances. Elle a pour principales attributions:

1. D'identifier les enjeux, les contraintes et les risques de la politique foncière a travers une revue approfondie du secteur foncier;
2. de préparer les documents de la politique foncière et de s'assurer

de la mise en œuvre des orientations définies par le Comité Interministériel de la réforme foncière

3. de veiller à la cohérence des programmes et des projets élaborés dans le domaine foncier avec la politique générale du Gouvernement ;
4. d'engager une concertation avec toutes les parties prenantes, notamment les partenaires techniques et financiers;
5. d'élaborer et proposer au comité un plan d'action de la réforme foncière
6. de diffuser toute information, toute décision et de produire tout rapport et recommandation jugés nécessaires par le Comité interministériel chargé du pilotage de la réforme foncière.

**Article 8:** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

**Article 9:** Le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, le Ministre des Finances, le Ministre du Développement Rural, le Ministre de l'Habitat de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire et le Ministre de l'Environnement et du Développement durable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Arrêté n° 00029 du 17 janvier 2020 fixant le seuil de compétence de la structure de passation des marchés publics pour le Port de Tanit**

**Article Premier :** Pour le Port de Tanit, le montant à partir duquel la dépense

publique devient de la compétence de la commission de passation des marchés publics est fixé à cinq millions (5.000.000 TTC) N-UM, toutes taxes comprises.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Arrêté n°00061 du 04 février 2020 fixant le seuil de compétence des structures de passation des marchés publics dans le domaine de l'Hydraulique et de l'Assainissement**

**Article Premier** : Dans le domaine de l'hydraulique et de l'Assainissement, le montant à partir duquel la dépense publique devient de la compétence de la commission de passation des marchés publics, est fixé à cinq (5.000.000) millions N-UM, toutes taxes comprises.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## Ministère des Finances

**Actes Réglementaires**

**Arrêté n°0004 du 03 janvier 2020 portant délégation de signature**

**Article premier** : Une délégation de signature est donnée à Monsieur Souleimane Mody N'Diaye, Secrétaire Général du Ministère des Finances pour la signature des marchés publics du Ministère.

**Article 2** : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

**Arrêté n° 0039 du 22 janvier 2020 portant modalités d'application du paragraphe 2 de l'article 243 du Code Général des Impôts relatif aux**

**conditions de délivrance de l'attestation d'assujettissement à la TVA**

**Article premier** : En application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 243 de la loi n° 2019 – 018 du Avril 2019 portant Code Général des Impôts, tout contribuable qui facture de la taxe sur la valeur ajoutée si celui-ci est tenu de présenter une attestation d'assujettissement à la TVA à son client est lui – même assujetti. En l'absence d'attestation d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée, le client ne peut pas déduire la TVA facturée.

**Article 2** : L'attestation d'assujettissement est délivrée par la Direction Générale des Impôts de faveur des assujettis conformes en matière de la TVA.

**Article 3** : Pour qu'il soit conforme, l'assujetti doit :

- être localisé par l'Administration Fiscale dans une adresse conforme avec celle figurant au niveau du Système d'Information (JYBAYA) ;
- être à jour par rapport à ses obligations déclaratives en matière de TVA et par rapport aux paiements y afférents, et ce pendant :

- pour la première attestation, les six derniers mois ;

- pour les renouvellements la période allant du jour de la délivrance de la dernière attestation jusqu'au jour du traitement de la demande ;

Pour les importateurs nouvellement créés, seule la première condition est requise.

**Article 4** : La demande d'assujettissement doit être adressée au Directeur Général des Impôts ou à son représentant.

**Article 5** : L'attestation d'assujettissement est délivrée pour une durée de validité de six (6) mois pour les contribuables gérés à la DGE, et pour une durée de 3 mois pour les contribuables gérés au niveau des autres structures de la DGI .Cette



attestation est renouvelable sur demande du contribuable.

**Article 6** : L'attestation d'assujettissement doit être tirée du Système d'Information de la DGI.

Elle comporte obligatoirement les mentions suivantes : nom ou raison sociale, NIF, adresse géographique, date, numéro de série, logo de la DGI et le logo **iybaya** ainsi que la signature du Directeur Général ou de son représentant.

**Article 7** : Sont dispensés de la présentation de l'attestation d'assujettissement prévue à l'article 1 du présent arrêté, les établissements publics et les sociétés à capitaux publics définis à l'article 2 de l'Ordonnance N° 90-09 du 4 avril 1990 portant définition du statut des établissements publics et des sociétés à capitaux publics, et ceux créés par décret pris en Conseil des Ministres, ainsi que la Société Nationale Industrielle et Minière.

Il en est de même pour :

- Les Entreprises de Transport Maritime et de Consignation ;
- les Opérations de télécommunication agréées par l'autorité de régulation ;
- les Entreprises Agréées pour la redistribution des Hydrocarbures ;
- les Banques ;
- les Entreprises de production du Ciment ;

- les Concessionnaires des Automobiles.

**Article 8** : Les dispositions du présent arrêté peuvent être complétées, en cas de besoin, par une instruction du Directeur Général des Impôts.

**Article 9** : Directeur Général des Impôts est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

\*\*\*\*\*

### Actes Divers

#### **Arrêté n°00482 du 08 juillet 2020 portant concession définitive de terrains agricoles dans la Wilaya du Brakna au profit de la société EL ETIHAD AGRICOLE SARL**

**Article Premier** : Sont concédés, à titre définitif au profit de la société **EL ETIHAD Agricole SARL**, immatriculés au registre du commerce sous le n° 24124/GU/103115 en date du 17/04/2019 et ayant pour identification fiscale le n°00640532, les périmètres agricoles dans la commune de Dar El Barka, moughataa de Boghé, Wilaya du Brakna, conformément aux plans de situation joints. Les numéros, superficies en hectares, les quittances au titre de concession provisoire et les prix de concession définitive sont indiqués au tableau suivant :

N° Ordre	Promoteur	Registre foncier n°	Superficie (en ha)	N°s quittances concession provisoire	Prix concession définitive (MRU)
1	Société El Etihad Agricole SARL	BG 0235	83,2 ha	A 03377057	31 200
2	Société El Etihad Agricole SARL	BG0235EXT	79,3ha	A03377058	29738
3	Société El Etihad Agricole SARL	BG0450A	100ha	A03377059	37 500
4	Société El Etihad Agricole SARL	BG0450B	99ha	A03377060	37 125
5	Société El Etihad Agricole SARL	BG0453	98,5 ha	A03377061	36 938

6	Société El Etihad Agricole SARL	BG0453 EXT	99 ha	A03377062	37 125
7	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456B	98 ha	A03377063	36 750
8	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456C	70,9 ha	A03377064	26 588
9	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456D	59 ha	A03377065	22 125
10	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456E	60 ha	A03377066	22 500
11	Société El Etihad Agricole SARL	BG0472	75,4 ha	A03377067	28 275
12	Société El Etihad Agricole SARL	BG0472A	98,4 ha	A03377068	36 900
13	Société El Etihad Agricole SARL	BG0472B	97,4 ha	A03377069	36 525
14	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 A1	99,98	A03377070	37 493
15	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 A2	100	A03377071	37 500
16	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 A3	100	A03377072	37 500
17	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 A4	100	A03377073	37 500
18	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 F1	81,7	A03377074	30 638
19	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 F2	86,7	A03377075	32 513
20	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 F3	69,7	A03377076	26 138
21	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 G-A1	94,9	A03377078	35 588
22	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 G-A2	70,9	A03377077	26 588
23	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 G-B1	95,03	A03377080	35 636
24	Société El Etihad Agricole SARL	BG0456 G-B2	76,6	A03377079	28 725

**Article 2 :** Les terrains sont destinés exclusivement à l'usage agricole.

**Article 3 :** La perception des droits d'enregistrement et de conservation est calculée sur la base des montants au tableau indiqué à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

**Article 5 :** Le Directeur Général des Domaines et du Patrimoine de l'Etat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui

sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## IV- ANNONCES

### DE PERTE

Il est porté à la connaissance du public la perte de la copie de titre foncier n° 22441 cercle du Trarza, au nom de la Société RAHMA - SA, suivant la déclaration de Mr: Abdallahi Limam Ouleida, né le 26/01/1981 à Nouadhibou, titulaire du NNI n° 4354153073, il en porte seul la responsabilité sans que le notaire confirme ou infirme le contenu.

### AVIS DE PERTE

Il est porté à la connaissance du public la perte de la copie de titre foncier n° 22442 cercle du Trarza, au nom de la Société RAHMA - SA, suivant la déclaration de Mr: Abdallahi Limam Ouleida, né le 26/01/1981 à Nouadhibou, titulaire du NNI n° 4354153073, il en porte seul la responsabilité sans que le notaire confirme ou infirme le contenu.

\*\*\*\*\*

**AVIS DE PERTE**

Il est porté à la connaissance du public la perte de la copie de titre foncier n° 1510 (Lot n° 176 ilot K), au nom Mr: Moulaye Abass Ould Boughourbal, né le 20/01/1947 à Rosso, titulaire du NNI 1477058674, suivant la déclaration de Mr: Sidi Ahmeimed Mohamed Salek, le 16/02/1968 à Rosso titulaire du NNI n° 6896065524, il en porte seul la responsabilité sans que le notaire confirme ou infirme le contenu.

\*\*\*\*\*

<b>AVIS DIVERS</b>	<b>BIMENSUEL</b> Paraissant les 15 et 30 de chaque mois	<b>ABONNEMENTS ET ACHAT AU NUMERO</b>
<p><i>Les annonces sont reçues au service du Journal Officiel</i></p> <p><i>L'Administration décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces.</i></p>	<p><b>POUR LES ABONNEMENTS ET ACHATS AU NUMERO</b></p> <p><i>S'adresser à la Direction de l'Edition du Journal Officiel</i></p> <p>jo@primature.gov.mr</p> <p><i>Les achats s'effectuent exclusivement au comptant, par chèque ou virement bancaire compte chèque postal n°391 Nouakchott</i></p>	<p><b><i>Abonnement : un an /</i></b></p> <p><b><i>Pour les sociétés..... 3000 N- UM</i></b></p> <p><b><i>Pour les Administrations 2000 N- UM</i></b></p> <p><b><i>Pour les personnes physiques 1000 N- UM</i></b></p> <p><b><i>Le prix d'une copie 50 N- UM</i></b></p>
<b>Edité par la Direction de l'Edition du Journal Officiel</b>		
<b>PREMIER MINISTERE</b>		